

MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED



EH BEN, ON VA EN
CAUSER, DE TES
"REVENdicATIONS" !

**Interrogatoires médiatiques
DURS AVEC LES FAIBLES**

Colloghan

CYCLE DE PROJECTIONS-DÉBATS



Acrimed fait son cinéma



A la Une du New York Times
un film de Andrew Rossi sortie le 23 novembre 2011



CYCLE DE PROJECTIONS-DÉBATS
EN PRÉSENCE DE MEMBRES D'ACRIMED

« À L'INTÉRIEUR DES RÉDACTIONS »

AU CINÉMA LA CLEF
34, RUE DAUBENTON PARIS 5E
MÉTRO CENSIER-DAUBENTON

MARDI 4 OCTOBRE 2016, 20H
NUMÉROS ZÉRO

MARDI 15 NOVEMBRE 2016, 20H
CONTRE-POUVOIRS

MARDI 13 DÉCEMBRE 2016, 20H
À LA UNE DU NEW YORK TIMES

MARDI 10 JANVIER 2017, 20H
LES GENS DU MONDE

ENTRÉE : 6.50 EUROS - 10 EUROS LES DEUX SÉANCES
LES CARTES UGC-MK2 ILLIMITÉ ET LE PASS GAUMONT-PATHÉ NE SERONT PAS ACCEPTÉES.

SOMMAIRE

5. Rire avec les violences conjugales?

6. La mort d'Adama Traoré

DOSSIER

9. L'art délicat de l'interview

12. Elkabbach mis en examen pour trafic de connivence

13. L'éditocrate et le syndicaliste

17. Jean-Luc Mélenchon convoqué chez Nicolas Demorand

19. Le calvaire des Verts

21. Léa Salamé, vaillante garde-frontières (sociales)

23. Loi travail: le Dr Jekyll de BFM

25. L'interview-monologue présidentielle

27. « Nous sommes dépendants du bon vouloir des rédactions » (Philippe Poutou)

29. Bernard Tapie, ou l'interview-spectacle

32. Brexit: le meilleur du pire

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

Directeur de la publication
Mathias Reymond

Ont collaboré à ce numéro

Caroline Brun, Aurore K., Blaise Magnin, Henri Maler, Denis Perais, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond, Cyrille Rivallan, Julien Salingue, Denis Souchon

Illustrations
Colloghan

Secrétaires de rédaction
Olivier Poche, Julien Salingue

Imprimé par
Espace Imprim
46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire: 1213 G 91177
ISSN: 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Les saisons médiatiques se suivent et, hélas, se ressemblent. La rentrée de septembre 2016 aura été l'occasion de le confirmer, avec son florilège de « transferts », de « nouvelles » émissions, voire même de « nouvelles » chaînes. C'est une impression de déjà-vu, de déjà-lu, de déjà-entendu qui domine, mais on a toutefois le sentiment qu'un pas a été franchi vers une dégradation toujours plus grande de la qualité de l'information.

Des consternantes pitreries de Cyrille Eldin dans « Le Petit journal » (Canal+) à l'institutionnalisation des rubriques consacrées aux « petites phrases » dans « Actuality » (France 2) ou « Punchline » (C8), en passant par les platitudes convenues de David Pujadas dans « L'émission politique » (France 2) ou les « enquêtes » et « reportages » à répétition sur des thèmes où les raccourcis démagogiques le disputent aux amalgames (un peu partout), le palmarès de cette rentrée est particulièrement fourni.

Et ce ne sont que quelques exemples, auxquels on aurait pu ajouter l'omniprésence d'Éric Zemmour autour de la sortie de son vrai-faux nouveau livre, le triomphe de plus en plus notable, sur l'ensemble du PAF, de l'infotainment (au détriment de l'info-tout-court), la course au scoop et au « buzz » orchestrée par les chaînes d'information en continu, ou encore les « unes » toujours plus tapageuses (et stigmatisantes) des hebdomadaires d'information générale.

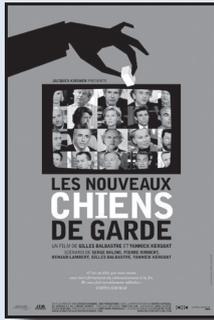
Un tableau peu réjouissant, a fortiori à l'orée d'une année électorale, qui souligne d'autant plus la nécessité de faire vivre un pôle de la critique des médias, indépendant et radical,

qui ne se contente pas d'épingler tel ou tel « dérapage », mais qui s'attache à faire de la transformation des médias une question politique; autrement dit, une critique qui ne renonce pas à la lutte pour un autre paysage médiatique, pour une autre information, pour une amélioration des conditions de travail des journalistes, etc.

Une tâche qu'Acrimed s'efforcera d'accomplir, avec d'autres, et à la hauteur de ses moyens. Des moyens qui, signalons-le, ont été renforcés grâce au succès de la souscription que nous avons lancée au printemps dernier, puisque l'objectif initial de 60000 euros a été atteint puis dépassé: merci à celles et ceux qui nous ont soutenu-e-s, nous permettant d'envisager l'avenir plus sereinement. Autre motif de satisfaction, les records de fréquentation que notre site connaît ces derniers mois – un signe parmi d'autres que l'intérêt pour la critique des médias, et la nôtre en particulier, continue de se développer.

Nous poursuivrons donc vaillamment nos publications et nos activités, avec, notamment, une troisième Journée de la critique des médias au printemps prochain. Nouveauté en ce dernier trimestre 2016: nous organisons un cycle de projections-débats, au sujet duquel vous trouverez tous les détails ci-contre. Et pour bien commencer l'année, ce numéro de Médiacritique(s) et son dossier consacré à l'art et aux artistes de l'interview: de quoi réviser pour aborder la campagne présidentielle qui s'annonce, et son lot de cause-ries policées et dépolitisées avec les « grands candidats », et d'interrogatoires plein d'arrogance et/ou de condescendance pour les « petits »...

MÉDIA(BOU)TIQUE



DVD — 18,40 €



12,50 €



T-SHIRT — 13 €



TOTE-BAG — 7,50 €



AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL

Adhérer
Acheter en ligne
boutique.acrimed.org

>> Je fais un don de soutien à Acrimed d'un montant de

>> J'adhère ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- Cotisation de base: **40 €** Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**
 Revenus > 2000€ mensuels: **70 €** Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

>> Je m'abonne pour un an (soit quatre numéros) à Médiacritique(s) à partir du n° ...

- Tarif adhérent: **10 €** Tarif normal: **15 €** Tarif de soutien: **20 €** (ou plus...)
 Union européenne et Suisse: **25 €** Reste du monde: **32 €**

>> Je commande (frais de port compris – pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

- Le t-shirt « La télé commande » (gris et bleu): **13€**. XXL – XL – L – M – S (entourer la taille choisie)
- Le t-shirt « Opinons » (noir et bleu): **13€**. Homme: XXL – XL – L – M – S // Femme: L – M – S – XS – XXS
- Le tote-bag « Opinons » (noir et bleu): **7,50€**
- Le(s) ancien(s) n° de Médiacritique(s): **3,50€** le numéro (épuisés: n°s 1, 11 et 12).
- Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**.
- Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde*: **18,40€**.
- Des autocollants: prix libre (min. **2€** pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,
et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de « **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :

Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

RIONS UN PEU AVEC... LES VIOLENCES CONJUGALES ?

Peut-on jouer aux apprentis humoristes en toute impunité quand il s'agit de violences faites aux femmes? Pour le journal Le Berry républicain, il semblerait que oui, du moins si l'on s'en tient à l'article intitulé « Il passe par le toit pour exiger un rapport sexuel de son ex », publié le 26 juin dernier dans la rubrique « à la Une » de l'édition du Cher. Accumulation de métaphores et de clichés douteux, cet article, sous des dehors humoristiques, relate un cas de violence conjugale avec une rare complaisance et un ton d'une légèreté difficilement supportable au regard de la gravité des faits.

Si l'on peut comprendre que les journalistes laissent parfois courir leur plume pour rapporter un fait divers cocasse, cela est moins recevable lorsqu'ils confondent sujet anecdotique et affaire judiciaire témoignant d'un enjeu sociétal majeur. De quoi parle-t-on, au juste? Un homme passe devant le tribunal. Pour quel chef d'accusation? L'article ne le mentionnera jamais explicitement. Plutôt que de nommer le harcèlement sexuel et la tentative d'agression sexuelle, ici caractérisés, le journaliste multiplie les figures de style et les traits « d'esprit » qui éludent les faits, que l'on peut résumer ainsi: l'homme est entré par effraction au domicile de la victime, pour « exiger » une relation sexuelle avec elle, avec force menaces.

Plutôt que d'exposer les faits, l'auteur préfère donc user et abuser de références et de métaphores souvent malvenues. L'article débute ainsi par un clin d'œil à la célèbre chanson des Rita Mitsouko: « Les Histoires d'A. ». Puis vient la comparaison entre l'histoire d'amour (qui a tourné au cauchemar pour la victime, rappelons-le) et le navire qui tangue: « Vous l'aurez compris, lui a toujours le béguin pour elle. Vous aurez pigé aussi que l'inverse ne se vérifie plus. Leur idylle s'effiloche comme une vieille corde de pêcheur. La relation se rompt et la barque prend l'eau, après quatre ans de navigation, plus ou moins paisible. Jeté par-dessus bord, avant que le bateau coule, le moussaillon ne supporte pas la rupture. »

Le Berry républicain se rend-il compte qu'en filant la métaphore de l'amoureux transi, il passe largement sous silence la tentative d'agression sexuelle, et qu'en inversant les rôles entre agresseur et victime, il semble insinuer un lien de causalité, qui n'existe pas, entre déception amoureuse et violences consécutives à celle-ci? Visiblement perdu dans les limbes, le journaliste recourt à une autre image: « Nicolas, un être étrange venu d'une autre planète, sa destination: Valérie, son but, en (re)faire son univers. C'est l'envahisseur de David Vincent: en un mois et demi, il balance 900 textos sur le portable de Valérie. Plus les appels. Plus les filatures dans la rue. La pression permanente. C'est plus de l'amour, c'est de la rage. »

Sous prétexte d'un traitement léger, la victime (« sa belle ») est chosifiée; le champ lexical utilisé passe du romantisme au grivois, et il est difficile de discerner ce qui relève de la culture du viol et de l'oppression patriarcale: « C'est dingue ce qu'un cœur affamé du corps de l'autre peut tenter comme folie pour retrouver sa place et assouvir sa faim »; « À 40 ans, il caresse la barre du tribunal comme il aimerait encore caresser Valérie » (sic); et donc, pour finir: « Sa destination: Valérie, son but, en (re)faire son univers ».

Une chose est sûre: dans les termes du journaliste, ce n'est ni du harcèlement, ni une agression, « c'est de la rage »... Voulant mettre les rieurs de son côté, le

journaliste n'hésite pas à prendre parti pour l'agresseur quand il évoque les menaces de viol et de mort que l'homme a proférées à l'égard de son ex-femme: « Le 28 janvier, il veut un rapport sexuel. Enfin, il exige. Sinon? Il la décapite, menace-t-il. Charmant. Avec ce sourire sardonique qui tend à montrer qu'il ne passera, bien sûr, jamais à l'acte. »

« Il ne passera, bien sûr, jamais à l'acte »? Pas si sûr si l'on en croit les études et les statistiques concernant les violences faites aux femmes. Et si l'auteur de l'article mentionne *in extremis* le verdict (« Six mois de prison avec sursis ainsi qu'une interdiction d'entrer en contact avec la victime »), il ne peut s'empêcher, une nouvelle et dernière fois, d'euphémiser la gravité des faits: tout ceci ne serait, au fond, qu'une « romance un peu âpre » (re-sic).

En novembre dernier, nous pointions le divertissement médiatique que représentent trop souvent les violences conjugales dans les médias locaux comme nationaux. Inversion des rôles entre agresseur et agressée, euphémisation voire invisibilité de la souffrance de la victime et des chefs d'accusation, connivence tacite avec l'accusé et absence de remise en contexte structurelle de ces violences sexistes: cet article du *Berry républicain* remplit tous les critères du parfait contre-exemple en matière de traitement des violences conjugales — sans être, malheureusement, un cas isolé.

RETOUR SUR LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE DE LA MORT D'A. TRAORÉ

Adama Traoré est décédé le 19 juillet dernier, suite à son interpellation par les gendarmes de Beaumont-sur-Oise, dont les circonstances restent floues. Sa mort ainsi que les manifestations de soutien en sa mémoire ont été quasiment passées sous silence dans les grands médias, et notamment sur la télévision du service public. Nous reproduisons ci-dessous une interview que Julien Salingue a accordée, pour Acrimed, au site Clique, le 8 août 2016, suite à la publication de notre article : « JT de France 2 : bref, Adama Traoré est mort ».

Qu'est ce qui vous a poussé à écrire sur le traitement médiatique de la mort d'Adama Traoré ?

On envisageait depuis quelques jours d'écrire quelque chose sur cette « affaire » lorsqu'on nous a signalé, le soir de la marche du 30 juillet dernier en mémoire d'Adama Traoré, que le traitement de cet événement dans les journaux télévisés de TF1 et de France 2 avait été particulièrement lamentable. Et quand on a regardé le sujet diffusé par France 2, on s'est dit qu'il y avait probablement quelque chose à faire.

Qu'est-ce qui a retenu votre attention concernant ce sujet diffusé ?

Deux éléments nous ont choqués. D'abord, le fait que cette information ait été glissée en brève entre des sujets longs sur des choses aussi passionnantes que les moules de l'île d'Oléron, les milliardaires américains ou le chassé-croisé des vacances. Et non seulement c'était très bref, mais en plus les informations diffusées étaient fausses. On s'est dit qu'il y avait quelque chose à faire parce que c'était révélateur d'un sous-traitement et d'un mal traitement de cette affaire.

Est-ce que vous avez été surpris de ce traitement mineur de la mort d'Adama Traoré par la télévision du service public ?

Malheureusement, nous n'avons pas vraiment été étonnés. On sait que de manière générale, les grands médias, service public compris, parlent très peu de ce type d'affaire. Et dans la quasi-totalité des cas, ils reprennent à leur compte la version policière des événements, et ne reprennent quasiment jamais les versions alternatives et notamment celle de la famille, des proches, sauf lorsqu'il y a des mobilisations qui se développent. Les cas de violences policières souffrent toujours d'un sous-traitement voire d'un mal traitement.

Pourquoi avoir concentré votre analyse sur la télévision du service public ?

Parce que l'on considère que nous sommes en droit d'exiger du service public qu'il ait un traitement de l'information qui soit non pas au service des intérêts et des points de vue de certains mais au service du public. Ici, en l'occurrence, il y a toute une partie de la population qui se sent concernée, qui se mobilise, et qui ne se sent pas représentée dans ce qui fait l'information sur le service public.

Vous luttez pour plus d'équilibre entre la version officielle donnée par les forces de l'ordre et celles données par les victimes...

Oui, car c'est un problème que l'on rencontre beaucoup dans les cas de violences policières dans ces quartiers populaires, mais aussi dans les autres cas, comme par exemple les mobilisations sur la Loi Travail, ou la manifestation du 29 novembre lors de la COP 21, qui nous ont montré comment les grands médias reprennent systématiquement la version policière des événements ainsi que le langage policier : les « casseurs », les « dérapages », etc. Très souvent il y a un accompagnement de cette version-là, et on s'est rendu compte qu'il fallait vraiment lutter pour pouvoir faire entendre autre chose. Nous ne demandons pas que les médias prennent pour argent comptant la version des manifestants, ou des familles des victimes comme Adama Traoré, mais qu'à partir du moment où il y a plusieurs versions des événements, il faut que l'on entende toutes ces versions. Il n'y a pas de raisons pour que la version policière soit plus véridique que les versions dites alternatives.

Pensez-vous qu'à terme les grands médias pourraient corriger le tir sur ce genre d'affaires ?

C'est ce que l'on espère, et c'est d'ailleurs notre démarche au sein d'Acrimed. Nous ne sommes pas là pour faire du tir

Le 30 juillet, au soir d'un rassemblement exigeant « justice et vérité » à l'appel de la famille d'Adama Traoré, le JT de 20 heures de France 2 consacre seulement 23 secondes au sujet. Un temps court, mais suffisamment long pour diffuser des contre-vérités. La « brève » est tellement brève qu'il est facile de la livrer dans son intégralité : « **En bref, une image du rassemblement de soutien à la famille d'Adama Traoré, ce jeune homme mort il y a quelques jours lors de son interpellation par la police. Un rassemblement s'est tenu devant la Gare du Nord à Paris, un peu plus de 600 personnes étaient présentes. Ses proches réclament la vérité sur les circonstances du décès. La justice, elle, a conclu que le jeune homme n'avait subi aucune violence.** »

Ce soir-là, d'autres sujets d'importance ont retenu l'attention de la rédaction de France 2. Parmi ceux-ci, c'est le chassé-croisé estival qui ouvre le journal, décliné sur plus de sept minutes, et cinq minutes seront consacrées à « l'éclade, un plat de moules typique » de l'île d'Oléron. Si la chose n'est pas nouvelle, la disproportion est d'autant plus frappante qu'elle donne lieu, dans le cas du traitement du rassemblement, à une véritable désinformation.

Faute de temps sans doute, le « reportage » oublie de mentionner que le chiffre de 600 manifestants est celui de la police, tandis que les organisateurs en revendiquaient 1000. Mais là n'est pas le plus important. Si le procureur a bien affirmé, le 28 juillet, que les deux autopsies pratiquées sur Adama Traoré n'avaient mis en évidence « aucune trace de violence susceptible d'expliquer le décès », l'affirmation selon laquelle le jeune homme n'aurait « subi aucune violence » est largement sujette à caution. Quant à l'idée selon laquelle la justice aurait « conclu » quoi que ce soit, c'est une contre-vérité. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter par exemple à la dépêche AFP datée du 28 juillet, qui indique que selon le procureur, « l'explication de la cause du décès ne pourra être apportée qu'avec l'ensemble des analyses » dont les résultats sont attendus « dans le courant du mois d'août ».

En d'autres termes, rien n'a été « conclu ». Et nul besoin d'être un journaliste d'investigation employé à plein-temps sur cette « affaire » pour comprendre qu'en l'absence de toute conclusion, plusieurs hypothèses subsistaient, selon les informations disponibles en ce 30 juillet, quant aux circonstances de la mort d'Adama Traoré. Mais à vouloir faire trop court, on finit souvent par faire n'importe quoi.

Globalement, ce sont des endroits qui sont mal connus par les rédactions, par une grande partie des journalistes. Ils n'y vont pas, ils n'y ont pas vécu, ils n'y ont pas grandi, ils ne savent pas ce que c'est. Il ne faut pas généraliser, car il y a aussi des journalistes qui viennent de là, mais qui sont par ailleurs souvent entourés de gens ne connaissant pas ces quartiers, qui ont un côté très exotique maintenu grâce à des clichés tenaces. Donc, lorsqu'il y a un événement de ce type qui survient, on croit plus spontanément la parole de la police que celles des familles, on n'y va pas ou alors il faut vraiment qu'il y ait quelque chose qui se passe, des protestations visibles, une mobilisation. Souvent, on en parle à partir du moment où il y a de la « casse », et là, soudain, cela devient une information intéressante.

Donc selon vous on profite des coups médiatiques potentiels en délaissant les spécificités de ces quartiers-là...

On a l'impression que, pour beaucoup de grands médias, ces quartiers n'existent que quand il y a un attentat, une mosquée soupçonnée d'être « radicale », des « émeutes », et alors on s'y intéresse. On ne se demande jamais quel est le terreau socio-économique des événements qui peuvent s'y dérouler. Pour moi qui travaille un peu plus sur l'information internationale, il y a des choses que l'on retrouve. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup de pays dont on ne parle jamais, on ne s'y intéresse pas du tout. Et on s'y intéresse uniquement lorsqu'il y a un événement qui peut provoquer un buzz médiatique et qui rentrerait bien dans les clichés. Et on retrouve ce genre de mécanisme propre à l'information internationale dans le traitement médiatique des quartiers populaires, ce qui dit quelque chose.

Ces quartiers sont quasiment considérés comme des endroits étrangers. Il y a aussi autre chose qui entre en jeu : c'est la composition sociale des rédactions, et cela joue forcément. Quand on ne connaît pas, on ne connaît pas. Soit on prend le temps de connaître, soit on répète des clichés un peu bêtement parce qu'il faut dire quelque chose.

au pigeon gratuitement. L'objectif est de pointer certaines dérives, certaines pratiques pour qu'elles changent. Avec ce type d'articles, *a fortiori* lorsqu'ils circulent largement, l'objectif est qu'au sein de la rédaction de France Télévisions, il y ait des gens qui se rendent compte qu'il y a un problème et qui se disent qu'il faut corriger le tir. Et l'on ne désespère pas que dans un prochain JT de France Télévisions, il y ait un sujet un peu plus correct qui soit diffusé sur la mort d'Adama Traoré. Notre but n'est pas de critiquer gratuitement mais d'avoir une critique utile.

En quoi la mort d'Adama Traoré est-elle significative d'une tendance générale des médias à ne pas traiter correctement l'information quand elle est située en banlieue ?

Il y a plusieurs choses qui se combinent. Il y a une tendance des grands médias à adhérer quasi spontanément aux versions policières, et il y a la question du traitement médiatique de ce qui se passe dans les quartiers populaires et de la vie des populations qui y résident (Voir à ce propos l'excellent ouvrage de Jérôme Berthaut, *La Banlieue du « 20 heures »*).

Depuis quelques mois, le débat public en France est nourri par une montée de certaines idées réactionnaires, xénophobes, racistes devenues autorisées dans le débat intellectuel. Est-ce que vous ressentez ce phénomène ?

Bien sûr. Mais il ne faut pas considérer le champ médiatique comme indépendant des autres champs, et notamment politique. Les médias peuvent jouer un rôle d'accompagnement, d'amplification, de certaines paroles, de légitimation aussi. Mais il y a toujours une relation au champ politique. D'autant plus quand on est dans un pays où le Front national fait plus de 30 % à certaines élections, ou quand certaines déclarations de représentants des Républicains sont calquées sur celles du Front national, ou quand un Premier Ministre en exercice explique que les Roms n'ont pas vocation à rester en France... Ce n'est pas étonnant qu'il y ait dans les médias une reprise de ces discours-là. Et ce n'est donc pas étonnant non plus que des gens qui ne sont pas des politiques, qui sont considérés comme des intellectuels et qui il y a quelques années n'auraient pas été invités se retrouvent à avoir une place à part entière parce que l'on considère qu'après tout, ce qu'ils disent fait partie du débat public. Et ainsi, il y a des effets de légitimation entre le champ politique et le champ médiatique. « Les politiques le disent, cela veut dire qu'on a le droit d'en discuter. On en discute dans les médias, ce qui en fait une question légitime. » Il y a eu une accélération ces dernières années, mais ce schéma se nourrit depuis longtemps. Éric Zemmour est à la télévision depuis un bon moment. Alain Finkielkraut a une émission sur France Culture depuis plus de 30 ans.

Dans ce contexte est-ce que les chaînes d'informations en continu ou les réseaux sociaux participent à ce mouvement ?

L'accélération du temps médiatique est propice à des polémiques desquelles la réflexion est absente, qui sont du pain bénit pour les discours les plus réactionnaires, les plus racistes. Les formats médiatiques jouent beaucoup. Ce n'est pas qu'une question de contexte politique. Le fait de se jeter sur le moindre événe-

ment, sans aucun recul, pour tenter de faire un peu de bruit contribue à renforcer des clichés et des préjugés. Je ne pense pas que la rédaction de BFM-TV ou d'I-télé ait un agenda politique précis, mais cela permet à de vrais réactionnaires, qui eux ont un agenda politique, de s'engouffrer et de surfer sur ces pratiques-là.

Pourquoi le débat intellectuel dans les médias, et la télévision, se voit cadennassé par une petite poignée d'habituez ?

Au sein d'Acrimed, nous avons une réflexion sur les conditions dans lesquelles nous intervenons ou pas dans les médias, et notamment à la télévision. Nous ne sommes pas souvent invités, mais quand cela nous arrive, nous ne répondons pas forcément "oui". On examine concrètement quelles sont les conditions de débat. Et souvent, les conditions pour pouvoir dire des choses intéressantes ne sont pas réunies. Parce qu'il y a beaucoup de formats d'émissions de soi-disant "débat" qui ne sont absolument pas faites pour débattre, où l'on va avoir en tout trois minutes pour s'exprimer, au milieu de gens qui vont dire des choses très différentes, et donc finalement on n'a pas vraiment le temps d'échanger, de discuter et de donner du poids aux arguments.

Ces formats correspondent à des discours formatés et les deux, la forme et les contenus, se nourrissent mutuellement. Toute une série d'émissions sont idéales pour tenir un discours très simpliste, très schématique et très caricatural, parce qu'on ne peut pas y faire autre chose. Et cela crée un type d'invité modèle qui est l'expert, disponible rapidement (habite à Paris), capable de dire des choses en très peu de temps mais qui ont l'air d'être intéressantes, au sein desquelles on peut facilement isoler une « petite phrase », et surtout qui accepte de se conformer à ce format-là et qui n'a pas l'intention de le remettre en question. C'est pour cela qu'à l'arrivée, au-delà même du contenu idéologique, on a un résultat très homogène. Il y a beaucoup de spécialistes qui ne sont pas invités sur les plateaux, soit (parfois) parce qu'ils refusent, en raison des conditions évoquées précédemment, soit (souvent) parce qu'ils ne sont pas considérés comme des « bons clients ».

Exprimer un point de vue réellement différent semble donc tenir de l'exploit...

C'est ce que dit Noam Chomsky. Le retard accumulé, en ce qui concerne l'expression d'autres arguments, est tel que même si l'on donne autant de temps de parole à un invité qui n'est pas un habitué des médias, il a perdu d'avance. Car s'il exprime son point de vue et a formellement autant de temps que son contradicteur, ce dernier, et ses collègues « experts » que l'on voit tout le temps ont en réalité des heures et des heures d'antenne d'avance (et des heures et des heures d'antenne à venir). Sur le moment, on aura peut-être une réelle confrontation d'idées, mais dans le climat général, cela n'aboutira pas à grand-chose.

On a l'impression qu'il n'y a personne en face de ces gens-là...

Je ne dirais pas qu'il y a personne en face, mais le fait est que ces formats sont parfaits pour « ces gens-là ». Les « intellectuels » des années 2010, en tout cas ceux qui sont ultra-présents dans les médias, sont aussi le produit de ce type de formats très courts, qui mettent l'accent sur les « petites phrases », le clash... au détriment du débat d'idées et de l'échange d'arguments. Prenons l'exemple d'un sociologue spécialiste de l'immigration à qui l'on propose de débattre avec Éric Zemmour. Je ne suis pas persuadé qu'il faille dire oui. Car on va se retrouver dans un format hyper adéquat pour Zemmour, dans lequel il a des années d'avance, et donc ce n'est pas forcément évident d'accepter l'invitation et de penser qu'en 15 minutes on va développer des arguments et, si nécessaire, rétablir certaines vérités.

Cela ne veut pas dire qu'il faut lâcher l'affaire. Mais il y a quelque chose d'important dans le fait de se dire que lorsqu'on est invité quelque part, on a le droit de fixer des conditions, qu'elles soient acceptées ou non, de refuser de participer à certains pseudo-débats, d'expliquer publiquement pourquoi on refuse, afin de ne pas contribuer à légitimer des formats médiatiques qui, en réalité, tuent le débat.



Interrogatoires médiatiques
DURS AVEC LES FAIBLES



Badinages médiatiques
FAIBLES AVEC LES PUISSANTS

DOSSIER

L'ART DÉLICAT DE L'INTERVIEW

Les interviews occupent aujourd'hui une place centrale dans les programmes d'information des grands médias. Dans les matinales des radios généralistes, dans les JT des principales chaînes, et naturellement dans les médias d'information en continu, elles font figure de produit d'appel: annoncées en ouverture des journaux, elles en constituent souvent une pièce de choix. Capables de « doper » l'audience d'un programme, elles sont à ce titre l'objet d'une concurrence farouche – surtout quand il s'agit d'une célébrité, ou d'une personnalité dont on attend un « scoop » ou des révélations en « exclusivité ». Souvent conçues, présentées et interprétées comme des affrontements, ou des performances – d'acteurs? –, elles participent à la personnalisation de la politique, et à la spectacularisation de l'information. Omniprésentes, les interviews semblent même se substituer de plus en plus à d'autres productions journalistiques, notamment le reportage ou l'enquête.

L'INTERVIEW: UN OBJET MÉDIATIQUE NON IDENTIFIÉ?

L'objectif premier de l'interview, en tout cas tel qu'il est enseigné dans les écoles de journalisme, est de recueillir et de transmettre la parole originale d'un individu dont on estime que les propos, si l'interview est bien menée, peuvent avoir une valeur informative pour les lecteurs, auditeurs et/ou téléspectateurs. À la différence de l'interview conduite par un chercheur en sciences sociales, l'interview « médiatique » est par définition publique, et doit en quelque sorte se suffire à elle-même: les propos recueillis par l'intervieweur ne sont pas destinés à ce dernier afin

qu'il produise dans un second temps une information, mais ont bien vocation à informer par eux-mêmes.

Une interview peut faire l'objet, par la suite, de commentaires, d'analyses, de reprises partielles, etc. Cela ne change toutefois rien au fait que le rôle de l'intervieweur n'est pas de se comporter en simple récepteur passif de la parole de l'interviewé, mais d'être un acteur dans un exercice qui est, en dernière analyse, un dialogue. Un dialogue asymétrique dans la mesure où l'information est la parole de l'interviewé tandis que celle de l'intervieweur n'a pas de valeur informative, mais un dialogue tout de même.

L'intervieweur est donc pris dans une tension entre, d'une part, un effacement devant les propos de l'interviewé, qui seront la seule « valeur ajoutée » de l'exercice et, d'autre part, un interventionnisme destiné à « peser » sur le contenu de l'interview. En d'autres termes, si un intervieweur « omniprésent » empêche, par définition, la production d'un réel contenu informatif, un intervieweur « absent » s'interdit de construire un objet médiatique original, et donc une information digne de ce nom.

DES INTERVIEWS À GÉOMÉTRIE VARIABLE

C'est ici, si l'on peut dire, que les problèmes commencent. Et ils sont de plusieurs ordres, comme on pourra le constater, exemples et études de cas à l'appui, à la lecture de notre dossier constitué du meilleur de la production d'Acrimed, au cours des dernières années, sur ce sujet.

En premier lieu, on constate que l'équilibre entre l'absence et l'omniprésence est rarement trouvé, du moins chez les intervieweurs « vedettes » des grands médias, et que le curseur se déplace davantage en fonction du statut de l'interviewé que de la personnalité de l'intervieweur. En d'autres termes, même si les intervieweurs ne sont pas interchangeables (nous y reviendrons), on constate chez la plupart d'entre eux une propension à être, comme le rappelle avec humour (et talent) la double « une » de ce numéro de *Médiacritique(s)*, « dur avec les faibles » et « faibles avec les puissants ».

Précisons ici que les qualificatifs « faibles » et « puissants » ne traduisent pas un jugement subjectif porté sur la personnalité ou les opinions des invités eux-mêmes, mais font référence à leur position dans les rapports de forces politiques, économiques, sociaux, idéologiques. Et cette position joue un rôle déterminant, pour les interviewés, dans leur rapport aux médias et dans leur capacité à y trouver leur place et y tenir un discours. Mais ceux qui font profession de les recueillir et de les faire entendre ne se soucient guère de favoriser et de faciliter la parole des « faibles » ou des voix discordantes.



On découvrira par exemple dans notre dossier les différences de traitement, de la part d'un intervieweur de BFM-TV, entre un sociologue hostile à la Loi Travail et un représentant d'un syndicat policier, et ce sur le même plateau à seulement quelques minutes d'intervalle. Les exemples ne manquent pas, et nous avons dû nous résoudre à choisir. On pourra se reporter à la rubrique « Entretiens audiovisuels » sur notre site, où l'on retrouvera notamment les interviews à géométrie variable de Patrick Cohen sur France Inter qui, s'il n'hésite pas parfois à malmener certains de ses invités, est à l'inverse particulièrement conciliant avec d'autres. Ainsi, le 27 juin dernier, Patrick Cohen, assisté de Thomas Legrand, harcelait littéralement Cécile Duflot au sujet de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : « *Le peuple a parlé, vous avez perdu* » ; « *Vous auriez préféré que le périmètre [de la consultation] soit taillé pour le non ?* » ; « *Votre truc, là, c'est "pile je gagne, face tu perds"* » (sic) ; etc.

... Au point que la responsable écologiste a fini par faire la remarque suivante à l'intervieweur de France Inter : « *Je vous écoute tous les matins et c'est bizarre, vous n'utilisez pas tout le temps le même ton.* » Vérification faite le lendemain, avec l'accueil réservé à Alain Juppé qui, alors qu'il refusait de répondre à une question concernant Patrick Balkany, n'a pas subi les assauts de Patrick Cohen, ce dernier se contentant de... changer de sujet en donnant la parole à un auditeur. Alain Juppé n'en demandait pas tant.

VALORISER L'INFORMATION OU L'INTERVIEWEUR ?

Logique de concurrence aidant, les grands médias, à l'image des radios généralistes, diffusent leurs interviews politiques à peu près aux mêmes heures et reçoivent, à tour de rôle, les mêmes invités. Dès lors, la personnalité de l'intervieweur, que d'aucuns appelleront son « style », de même que sa « popularité », sont de plus en plus des « arguments de vente », au détriment du contenu informatif lui-même.

On louera ainsi « l'impertinence » de X, le « sérieux » de Y ou encore la « préci-



sion » de Z, et l'on décernera chaque année le prix du « meilleur intervieweur politique ». Les intervieweurs sont peu à peu devenus de véritables vedettes que les grands médias s'arrachent à prix d'or sur le marché des transferts, troquant leur identité éditoriale contre la valorisation de journalistes-marques et abolissant, entre autres, les frontières entre médias privés et service public de l'information.

La rentrée 2016 aura été l'occasion de le vérifier une fois de plus, avec une activité particulièrement intense sur le marché des transferts, et le passage remarqué de Jean-Michel Apathie d'Europe 1 à Franceinfo, la nouvelle chaîne publique d'information en continu. Jean-Michel Apathie, transféré en 2015 de RTL à Europe 1, connu notamment pour ces célèbres diatribes à propos de l'argent public, toujours trop – et mal – dépensé: on s'étonne de sa soudaine passion pour le service public, mais aussi de la soudaine passion du service public pour Jean-Michel Apathie.

Un étonnement naïf si l'on observe attentivement, d'une année sur l'autre, le mercato des médiacrates (qui ne concerne pas que les intervieweurs). À chaque rentrée, c'est à un véritable ballet que l'on assiste, à la fois source et symptôme d'une tendance générale à l'homogénéisation des formats et des contenus médiatiques: l'intervieweur-vedette, qu'il s'appelle Nicolas Demorand, Yves Calvi ou Léa Salamé, peut passer sans encombre d'une station de radio à l'autre, du privé au public (ou l'inverse), sans que cela influe sur leur façon de conduire leurs interviews. D'ailleurs, ces intervieweurs-vedettes sont aussi bien souvent des présentateurs-vedettes, comme si ce qui importait était d'abord la notoriété de l'intervieweur, avant son savoir-faire, et, dans un jeu de miroir délétère pour l'information, sa capacité à se faire valoir plutôt qu'à s'effacer derrière son invité.

L'INTERVIEWEUR-ÉDITORIALISTE

Enfin, le troisième problème majeur, qui découle des deux premiers, est le statut de plus en plus ambigu des intervieweurs qui, tout en prétendant être là pour « faire parler » leurs



invités, se comportent en réalité comme des éditorialistes. Une ambiguïté malsaine dans la mesure où elle n'est pas assumée; et, sous couvert de questions empreintes d'une fausse neutralité ou de « bon sens », nombre d'intervieweurs contribuent à diffuser et/ou reproduire les clichés et les idées dominantes.

Les exemples abondent dans le dossier, mais là encore nous avons dû opérer une sélection drastique. On pourra ainsi se souvenir de la façon dont le responsable de la CGT Philippe Martinez a été (mal)traité lors de nombreuses interviews durant le mouvement contre la loi Travail¹: « Est-ce que vous n'avez pas l'impression de mettre en péril les petites entreprises... sur la paille des salariés qui vont se retrouver à Pôle emploi? » (Jean-Jacques Bourdin); « C'est l'information de la nuit: le mouvement de blocage s'étend aux centrales nucléaires. Quel est l'objectif Monsieur Martinez? Plonger la France dans le noir? » (Léa Salamé); « Pourquoi ne pas faire de la CGT un syndicat réformiste, qui ne considère pas que la minorité a toujours raison sur la majorité? » (Jean-Pierre Elkabbach); « Selon vos propres chiffres d'adhérents, vous représentez moins de 3 % des salariés, quelle est votre légitimité à bloquer le pays? » (Olivier Mazerolle); etc.

Ces exemples ne sont malheureusement pas isolés, et sont à l'image des phénomènes étudiés dans ce dossier. Qu'ils accompagnent docilement leurs invités ou qu'ils se confrontent parfois violemment à eux, les intervieweurs sont ainsi devenus de véritables acteurs du débat public, tout en jouant de leur statut de journaliste alors qu'ils ont renoncé à la vocation principale de l'interview: contribuer à la formulation d'une parole originale et donc à la production d'un contenu informatif. C'est ainsi que l'intervieweur-éditorialiste s'est imposé comme une figure centrale dans les médias alors que l'exercice auquel il s'adonne s'avère être de plus en plus éloigné du journalisme.

[1] Interviews évoquées en détail dans le précédent numéro de *Médiacritique(s)* et son copieux dossier consacré au « retour des chiens de garde » pour défendre la loi Travail.

ELKABBACH MIS EN EXAMEN POUR TRAFIC DE CONNIVENCE

Mercredi 2 juillet 2014, l'interview de Nicolas Sarkozy, retransmise en direct sur Europe 1 et TFI, fournit à Jean-Pierre Elkabbach une nouvelle occasion de montrer son irrévérence et sa pugnacité légendaires. Retour sur ce morceau de bravoure qui vaudra probablement à son auteur un prix Pulitzer... ou une mise en examen pour trafic de connivence.

Nicolas Sarkozy a donc « reçu » les journalistes qui l'ont « remercié » de les accueillir, alors que, de toute évidence, c'est l'ancien Président qui aurait dû les remercier d'avoir répondu favorablement à sa « demande d'interview » précipitée par une garde à vue et une mise en examen. Parfaitement intégré à ce dispositif, Jean-Pierre Elkabbach nous a offert une démonstration de passage de plats qui restera probablement dans les annales des interviews télévisées. Comme l'a justement souligné Rue89, « une fois de plus, ses questions ont été plus embarrassantes pour la profession de journaliste que pour l'interviewé ». On s'en fera une idée avec ce verbatim intégral de ses questions et interventions. Soulignons que Gilles Bouleau a tenté, pour sa part, de faire son travail, mais qu'il en a été grandement empêché par un Elkabbach au sommet de son art, monopolisant la parole, coupant son confrère et reformulant ses questions lorsqu'il estimait qu'elles étaient trop gênantes pour Nicolas Sarkozy.

1. « Comment vous réagissez au principe et à la longueur de la garde à vue. Elle a été exceptionnelle: 15-16 heures avec les policiers. Vous étiez sans avocat. Quelle est votre réaction? »
 2. « Donc il faut bien expliquer aux Français qu'il y a eu d'abord les 16 heures avec les policiers, et à partir d'une heure, deux heures du matin, pendant deux heures, une interrogation par deux juges... »
 3. « Est-ce que vous pensez que les chefs d'accusation contre vous étaient déjà anticipés? Qu'elles [les juges] avaient décidé avant de vous voir? »
 4. Gilles Bouleau (à propos du Syndicat de la magistrature): « C'est vous-même qui les aviez traités de petits pois... Vous les aviez traités de petits pois en disant "ils sont quantité négligeable" »...
- Jean-Pierre Elkabbach: « Là on assiste à la revanche des petits pois... »
5. « Ce soir est-ce que vous demandez, est-ce que vous réclamez de nouvelles juges, moins militantes selon vous? »
 6. « Vous n'avez pas répondu, est-ce que vous voulez que de nouveaux juges... »
 7. « À plusieurs reprises, vous avez dit: "on a nommé, on a décidé, on a choisi tel ou tel juge..." Est-ce que le président Hollande et son gouvernement, dans les affaires judiciaires qui vous concernent, sont des spectateurs ou des acteurs? »

8. Nicolas Sarkozy: « ... je crois dans l'honnêteté et l'impartialité des magistrats dans notre pays. »

Jean-Pierre Elkabbach: « Mais pas celles-là? »

9. « On dit: "Il ne veut pas être traité comme un citoyen normal." Êtes-vous traité comme un justiciable normal? »

10. Nicolas Sarkozy: « ... ces motifs ont été retenus dans le seul souci de la continuation d'humilier, de m'impresionner, de m'empêcher, de me diffamer »

Jean-Pierre Elkabbach: « Vous demandez leur nullité? »

11. « Vous prenez les Français à témoin. Voulez-vous passer pour une victime d'un système qui ne fonctionne pas en matière de justice, et même politique? »

12. Nicolas Sarkozy: « ... Je vous le dis bien dans les yeux: je n'ai rien à me reprocher! Vous m'entendez? Rien! »

Jean-Pierre Elkabbach: « Ni là ni dans d'autres affaires? »

13. « Est-ce qu'on ne trouvera rien dans l'affaire Bygmalion? »

14. Nicolas Sarkozy: « ... Alors que j'avais rassemblé sur mon nom près de 19 millions d'électeurs, nous n'avons pas eu un centime de remboursement! »

Gilles Bouleau: « Sauf que ces comptes étaient faux. Monsieur Lavrilleux a dit: "J'ai fait des fausses factures." »

Jean-Pierre Elkabbach: « Est-ce que de l'argent a été détourné? »

15. Nicolas Sarkozy: « Si la société Bygmalion a fait des systèmes de fausses factures avec l'UMP... »

Jean-Pierre Elkabbach: « Si ou sûrement? À partir du moment où vous voyez les chiffres... »

16. « Si c'est le cas [l'existence de fausses factures], porterez-vous plainte vous-même? »

17. « Qu'est-ce qui pourrait vous faire renoncer? Vous aviez tout un schéma, un plan, un programme... Avez-vous encore envie de vous battre? »

18. « Vous pensez que les Français ont besoin de vous? »

19. « Mais vous êtes prêt à relever le défi? »

19 questions donc, qui méritent au moins un 19/20... et valent confirmation des propos tenus par Son Altesse Franz-Olivier Giesbert lors du « débat » organisé sur LCP à propos du film *Les Nouveaux Chiens de garde*: « Qu'est-ce qui est important dans la presse? C'est l'indépendance. C'est ce mot. Et là d'ailleurs **quand je vois des journalistes qui sont notoirement indépendants comme Jean-Pierre Elkabbach, Laurent Joffrin, tout ça, qui sont traités plus bas que terre, c'est extrêmement choquant.** » Choquant: c'est le mot.

L'ÉDITOCRATE ET LE SYNDICALISTE

Le jeudi 2 juin, Franz-Olivier Giesbert (FOG) commettait un éditorial dans Le Point dans lequel il comparait, tout en prétendant ne pas le faire, la CGT et... Daech. Une énième outrage qui lui a valu d'être invité, le soir même, sur BFM-TV, pour débattre avec Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. Mais, comme on pouvait s'y attendre, de débat, il n'y eut point. On assista en revanche à une véritable démonstration de ce que peuvent être la morgue et le mépris d'un éditocrate à l'égard de salariés mobilisés, le tout avec la complicité d'une journaliste prenant ouvertement parti dans un « débat » qu'elle prétendait pourtant arbitrer.

Cela commence très fort, avec la première question de la journaliste de BFM-TV, Nathalie Lévy, à Jean-Pierre Mercier : « ... Jean-Pierre Mercier, moins de grévistes quand même qu'hier à la SNCF, à peine 15 %, trafic quasi normal en dépit de la grève à la RATP. Le mouvement, il s'essouffle ou il dégénère? »

Intéressante alternative, qui en dit déjà long sur le rôle de l'« arbitre ». Nous y reviendrons.

LA CGT, CANARD SANS TÊTE, MENTEUR, EN VRILLE

Après une première intervention de Jean-Pierre Mercier, c'est au tour de FOG de donner son avis sur la situation. Et le festival commence : « Je crois qu'on ne sait pas trop sur quel pied danser avec Monsieur Martinez. C'est-à-dire que c'est un peu la politique du canard sans tête, hein, on ne sait pas du tout où ça va. En fait, la CGT, c'est un syndicat qui est en vrilte, qui est parti en sucette, et qui a pris en otage les Français, c'est ça la vraie histoire, c'est ça qui se passe aujourd'hui. »

FOG qui, contrairement à Philippe Martinez, a une tête, a donc compris quelle était « la vraie histoire ». Exit les pétitions, les grèves, les manifestations, Nuit Debout, il n'y a pas de mobilisation sociale contre une loi « réformant » le Code du travail, mais juste un syndicat qui est « parti en sucette » et qui « a pris en otage les Français ». Quelques mois après les attentats commis en France, on aurait pu espérer que cette expression aurait disparu du lexique automatique de l'éditocratie fustigeant les mobilisations sociales. Mais dans le monde de FOG, on ne s'embarrasse pas des détails, ni du sens des mots. Et ce n'est qu'un début : « Regardez la situation aujourd'hui pour les Franciliens, regardez le manque de respect total! Y'a l'Euro qui arrive, c'est un moment de communion nationale, "mais non, c'est pas grave, on fera grève". Voilà! Et puis il y a ces espèces de, ces horribles inondations, vous voyez tous ces salariés qui ne pensent qu'à rentrer chez eux, dans quel état ils vont retrouver la maison, ils sont complètement paniqués, et là: la grève! » Et en matière de respect, FOG s'y connaît, lui qui écrivait



dans l'éditorial déjà cité que Philippe Martinez aurait « [un] air de beauf qui aurait pu servir de modèle à la célèbre BD de Cabu ». Après tout, quand on compare la CGT à Daech, pourquoi se priver de cocher une à une les cases du bingo des amalgames?

C'est justement lorsque Jean-Pierre Mercier revient sur cette comparaison que Giesbert va sortir de ses gonds :

- JPM : « Tout d'abord je voudrais vous répondre, sur le fait que vous avez comparé la CGT et Daech... [...] Vous avez insulté toute la CGT, et même au-delà de la CGT. »
- FOG : « Je n'ai pas dit ça! Je n'ai pas dit ça! »
- JPM : « Vous vous énervez là? Vous vous énervez? »
- FOG : « Parce que vous mentez comme d'habitude, vous n'arrêtez pas de mentir, c'est le propre même de la CGT. »

Relisons la prose de l'éditorialiste du Point : « Même si la comparaison peut paraître scabreuse, est-il si illégitime d'oser la formuler? La France est soumise aujourd'hui à deux menaces qui, pour être différentes, n'en mettent pas moins en péril son intégrité: Daech et la CGT. » Même s'il précise par la suite que « ces deux organisations minoritaires ne sont pas de la même nature », c'est donc bien FOG lui-même qui « ose formuler » la « comparaison » entre la CGT et Daech. Le reproche de Jean-Pierre Mercier est donc fondé, et c'est celui qui le taxe de « menteur »

qui profère en réalité un mensonge. Mais comme nous nous refusons à toute généralisation abusive, nous n'irons pas jusqu'à dire que « *c'est le propre même* » de l'éditorialiste. Après que Nathalie Lévy a relu les phrases incriminées, il explique qu'en réalité il n'a pas été compris : « *Oui, non, d'accord, mais il faudrait être complètement con pour dire : "c'est pareil". Évidemment c'est pas pareil. Je vois les pauvres twittos là, décérébrés là, qui mettent sur Twitter je ne sais pas quoi... J'aurais dit "Daech = CGT", mais bien sûr que non, bien sûr que non...* » En résumé, seuls des « beaufs » (de la CGT), des « décérébrés » (de Twitter) et des « cons » (d'un peu partout) n'ont pas compris la finesse d'esprit de l'éditorialiste du *Point*. Méprisable mépris d'un éditocrate squatteur de plateaux télé, d'émissions radios et de colonnes de journaux, qui se permet en outre, alors que c'est lui qui a interrompu Jean-Pierre Mercier et que celui-ci réclame la parole, d'ajouter : « *On vous entend sur toutes les ondes sans arrêt la CGT!* » On croit rêver...

La parole est finalement rendue à Jean-Pierre Mercier, qui tente alors de développer, en les argumentant, ses griefs contre FOG. Durant son intervention, qui dure une minute et vingt secondes, FOG tentera de l'interrompre à six reprises, soit une fois toutes les treize secondes. Florilège :

- « *Vous avez besoin d'une victoire pourquoi? Parce que vous êtes à la ramasse!* »
- « *Mais on n'a pas besoin de vous, on n'a pas besoin de la CGT!* »
- « *Vous sentez la naphtaline mon pauvre, vous sentez la naphtaline...* »
- « *Ça c'est ce que vous faites en ce moment: casser, casser.* »
- « *Il n'y a aucune raison de se laisser intimider par ce syndicat ultra-minoritaire, et qui est à la ramasse! Et qui va se faire doubler par la CFDT aux prochaines élections professionnelles, tout le monde le sait!* »

Des attaques qui illustrent la morgue et le mépris qui caractérisent les donneurs de leçons de l'éditocratie française lorsqu'ils entendent délé-



giter les mobilisations sociales et leurs représentants. Tous les moyens sont bons pour ces importants qui se croient tout permis, y compris le mensonge et la manipulation, sans que cela les empêche de continuer à squatter les grands médias, et sans que cela semble déranger leurs confrères et consœurs journalistes de plateau, à l'instar de Nathalie Lévy de BFM-TV qui, loin d'arbitrer la discussion, se pose en alliée inconditionnelle de l'éditorialiste du *Point*.

NATHALIE LÉVY : VOUS AVEZ DIT « ARBITRE » ?

Revenons ainsi aux questions et interventions de la journaliste, à commencer par la première d'entre elles : « *Le mouvement: il s'essouffle, ou il dégénère?* »

Intéressante alternative, disions-nous plus haut, imposant au syndicaliste, en guise d'ouverture du « débat », les deux grandes voies de la délégitimation telles que les dessinent les grands médias depuis le début du mouvement : la prophétie du « commencement de la fin » d'une part, et les violences d'autre part, deux axes sur lesquels la journaliste campera jusqu'à la fin du débat... Et malheur à qui voudrait emprunter une troisième voie ! Car quand bien même Jean-Pierre Mercier tenterait une sortie par le haut — ce qu'il fera tant bien que mal — Nathalie Lévy prend grand soin de lui rappeler, non sans un certain mépris, les cadres de son appréciation du débat :

- JPM : « *Non je crois pas qu'il s'essouffle non...* » [Interrompu]
- NL : « *Alors il dégénère, non?* »
- JPM : « *Il a eu un deuxième souffle.* »
- NL : « *Ah, d'accord...* »

Chacun appréciera en outre la différence de tonalité entre cette « ouverture » du « débat », et la question qui permet à FOG d'entrer en scène :

- NL : « *Franz-Olivier Giesbert, comment vous voyez aujourd'hui l'évolution de la situation, parce que Philippe Martinez a eu Manuel Valls ce week-end au téléphone, on sent qu'il y a peut-être un dialogue qui peut se renouer, [...] mais on ne sait pas trop sur quel pied danser en gros...* »

De l'art de conduire dans des impasses, et d'ouvrir des boulevards. La voie est libre, et FOG peut alors donner son humble avis sur « l'évolution de la situation ». Et si Nathalie Lévy ne juge pas pertinent de reprendre FOG sur ses mensonges et ses outrances, elle n'hésite pas à couper la parole à Jean-Pierre Mercier en remettant en cause ses propos, à commencer par sa description du mouvement, et ce en prenant à son tour, comme on va le voir, quelques libertés avec les faits :

- JPM : « *Oui la SNCF est rentrée en grève, une partie des camarades de la SNCF se sont mis en grève...* » [Interrompu]
- NL : « *15 % seulement!* » [...]
- JPM : « *Il y a bien la grève à la SNCF, il y a bien la grève qui démarre à la RATP, et j'espère bien qu'on va pas laisser...* » [Interrompu]

- NL: « **Pas de perturbations aujourd'hui ou quasiment rien, vous avez vu?** »
- JPM: « *Ah mais vous savez...* »
- NL: « **Quasiment rien comme perturbations!** »

Au mépris des salariés — et de leurs revendications — représentés par ce pourcentage, la journaliste s'échine donc à répéter en boucle que le mouvement a peu d'ampleur et que ses conséquences sont indiscernables. « *Quasiment rien comme perturbations* »? Ce n'est pourtant pas ce que l'on pouvait lire, le jour du « débat », sur le site de... BFM-TV. Mais peu importe : on aurait pu croire que les « relances » de la journaliste, visiblement emportée par son opiniâtreté, rythmeraient également les adresses à FOG. Il n'en sera rien. Car seules deux questions lui seront posées, et, sur les quatorze minutes de « débat », on guettera, en vain, une journaliste capable de rebondir sur les propos de FOG afin de leur opposer chiffres, faits et communiqués des personnes et groupes incriminés par l'ex-patron du *Point*. À une question ouverte, d'une dissidence à faire trembler un éditocrate, succéderont les surenchères toujours plus outrancières de Sa Sainteté Giesbert. Voyons plutôt :

- NL: « *Franz-Olivier Giesbert, qu'est-ce que vous répondez quand ils vous disent à la CGT on attend toujours le million d'emplois de Pierre Gattaz?* »
- FOG: « *Ah bah ça, je dirais... Moi quand la CGT travaille pour l'emploi, je suis pour. Le problème, c'est qu'elle ne met pas en œuvre une politique telle que ça va favoriser l'emploi. Je pense que la Loi Travail favorisait l'emploi et je pense que la CGT elle se fout des chômeurs, elle se fout même des réfugiés. C'est soi-disant un syndicat de gauche, regardez ce qu'ils disent sur les réfugiés: rien à foutre! C'est un syndicat franco-français, replié sur lui-même, souverainiste, qui tient un discours souvent très proche du Front national.* »

FOG ne répond absolument pas à la question de la journaliste qui, rappelons-le, évoquait les promesses non tenues du Medef. Mais cela ne semble pas déranger Nathalie Lévy, de toute évidence plus exigeante vis-à-vis du syndicaliste que vis-à-vis de l'éditorialiste. Rien à redire, par ailleurs, quant aux propos de ce dernier? Visiblement non... Et plus loin :

- NL: « *Franz-Olivier Giesbert, pardonnez-moi, mais il nous reste une minute. [...] L'édito que vous avez signé dans Le Point, et vous avez vu, Manuel Valls a condamné les propos de Pierre Gattaz quand il les a traités de voyous, de terroristes. Est-ce que vous assumez aujourd'hui Franz-Olivier Giesbert ces propos, vous n'avez pas le sentiment d'être allé trop loin?* »

Un « sentiment », donc. Face à une question d'une telle virulence, l'éditorialiste tient le choc :

- FOG: « *Non pas du tout! Je parle d'intimidation. Je veux dire, il n'y a aucune raison de se laisser intimider par ce syndicat ultra-minoritaire, et qui est à la ramasse, et qui va se faire doubler par la CFDT aux prochaines élections professionnelles, tout le monde le sait!* »

Là encore, aucune relance de Nathalie Lévy, alors que FOG contourne une fois de plus la question, n'assumant pas l'outrance de son propos. Le « deux poids, deux mesures » prend une tournure caricaturale au fil du « débat », lorsque les interventions de FOG, loin d'être mises en question par la journaliste, lui servent plutôt de tremplin pour aiguiller le débat, aller dans le sens de l'éditorialiste, mettre Jean-Pierre Mercier en difficulté et réactiver à son tour un à un les lieux communs de l'acharnement médiatique contre la mobilisation. À commencer par les inondations, après qu'elles ont été évoquées par l'éditorialiste :

- NL: « *Jean-Pierre Mercier votre réponse parce que c'est vrai que Gare de Lyon, il y a eu ces blocages, et tous ces sinistrés par exemple qui veulent rentrer dans le 77 en Seine-et-Marne, bah voilà ils étaient coincés, typiquement.* »

À l'unisson, le chœur journalistique joue la partition du pathos et du triste sort des « usagers », et amalgame une nouvelle fois les inondations et les conséquences des grèves à la SNCF et à la RATP, passant évidemment sous silence leurs motivations et pointant les grévistes comme les responsables de tous les maux sur terre... Vient ensuite la distribution des bons et des mauvais points aux différents syndicats, petite récréation au cours de laquelle la journaliste répartit les gages de légitimité en fonction de l'aptitude de ces derniers à... « dialoguer. » Et on l'aura compris, la CGT n'est pas bonne élève :

- NL: « *Jean-Pierre Mercier, comment vous allez faire parce qu'aujourd'hui Force ouvrière, ils dialoguent, Jean-Claude Mailly il dialogue avec le gouvernement, avec Manuel Valls, avec François Hollande. Vous allez vous retrouver tout seuls à la CGT contre cette Loi Travail?* »

Pour que la fête soit totale et qu'aucun des poncifs de la démobilitation médiatique ne manque à l'appel, les « violences » et les « casseurs » sont inévitablement convoqués : de fausses questions en généralisations qui ne s'embarassent d'aucune nuance, la journaliste et FOG rivalisent d'efforts, dans un concert où l'on peine à percevoir lequel des deux est éditorialiste :

- NL: « *Mais vous avez vu les débordements! Oui mais peut-être Jean-Pierre Mercier, mais regardez à Nantes, il y a des heurts, dix-neuvième manifestation encore aujourd'hui avec des débordements, avec des heurts, avec des violences, à Rennes...* » [...]
- FOG: « **Ça s'appelle la politique du pire!** »
- NL: « *Attendez, attendez! À Rennes, les dernières informations ce soir: des violences policières effectivement aujourd'hui, mais le préfet explique: les conditions d'intervention sont tellement difficiles qu'ils n'ont pas pu faire autrement, parce qu'il y a une vraie volonté finalement de casser [FOG: « **De casser oui, bien sûr bien sûr!** »], de détruire par les manifestants, ils arrivent plus à gérer. Il y a une vraie radicalisation dans cette violence Jean-Pierre Mercier ou pas?* »
- FOG: « *Et ça c'est ce que vous faites en ce moment, casser, casser.* » [...]
- NL: « *Mais vous ne pouvez pas fermer les yeux sur les manifestations qui débordent, sur les dégâts aussi qui sont*



commis, voilà, sur les heurts aussi, en manifestation. Les policiers le disent, ils sont pris à la gorge! »

- FOG: « Mais voilà, vous jouez la politique du pire, vous pratiquez la politique du pire monsieur Mercier! » [...] »
- NL: « Jean-Pierre Mercier, il n'y a jamais de dérive du droit de grève là depuis le début des mobilisations? »

Et gardons le meilleur pour la fin, en guise de clin d'œil à la question posée le 25 mai 2016 par Léa Salamé à Philippe Martinez (« Quel est l'objectif Monsieur Martinez, plonger la France dans le noir? »):

- NL: « C'est-à-dire que pendant l'Euro qui commence là, dans huit jours, vous allez faire en sorte qu'il y ait quoi? Empêcher les touristes? Empêcher les spectateurs? Vous allez faire des actions qui vont coincer la France? »

« JEAN-PIERRE MERCIER, ALLEZ-Y, ET FRANZ, DANS LA FOULÉE »

Non contente de se faire la porte-parole de la Préfecture de police, et de couper trois fois la parole au syndicaliste au cours de cet échange, Nathalie Lévy pratique la politique de l'autruche, particulièrement répandue chez les éditocrates: asséner un propos sans entendre les contre-arguments de Jean-Pierre Mercier, qui évoque entre autres les violences répétées à l'égard des journalistes, fait largement commenté qui aurait pourtant pu aiguïser la curiosité de cette... journaliste. FOG l'épaula très largement dans ce duel, en reprenant

à l'identique certains de ses propos, ficelant ainsi leur complicité — une complicité qui se traduit enfin par la familiarité avec laquelle Nathalie Lévy s'adresse à l'éditorialiste au cours du débat, en l'appelant, par deux fois, par son prénom. Un traitement de faveur auquel n'aura évidemment pas droit le syndicaliste: « Franz, s'il vous plaît, laissez parler Jean-Pierre Mercier »; « Jean-Pierre Mercier, allez-y, et Franz, dans la foulée. » S'il est vrai que le nom de Sa Sainteté comporte deux syllabes de plus que celui du syndicaliste, on doute que ce raccourci réponde à une volonté de gagner du temps...

Notons toutefois que, loin de se laisser enfermer dans le dispositif de l'émission et de subir un « arbitrage du débat » pour le moins orienté, Jean-Pierre Mercier parvient à s'exprimer — non sans difficulté — en infléchissant à plusieurs reprises la tournure de la conversation. Refusant par exemple de s'engager sur le terrain des « sinistrés pris en otage par la grève », c'est bien lui qui conduit le débat ailleurs, en pointant l'éditorial de FOG. Une position qu'il conquiert malgré la journaliste, dont il endosse ainsi en partie le rôle (« recadrer » le débat), tout comme il se charge par moments de répartir également la parole. Car dans la première partie du débat, le syndicaliste est obligé de se mettre dans la peau du modérateur pour avoir voix au chapitre (en d'autres termes, interrompre les litanies de FOG) et entrevoir la possibilité d'un « échange ». Ainsi :

- JPM: « Je voudrais vous répondre. »
- FOG: « Non attendez, il faudrait être complètement con... »
- NL: « On essaie de se parler de manière audible si vous le voulez bien. »
- FOG: « Oui non d'accord, mais il faudrait être complètement con pour dire c'est pareil. [...] »
- JPM: « À un moment donné je vais pouvoir parler, on le laisse parler comme ça? »
- NL: « Jean-Pierre Mercier, allez-y, allez-y. »
- FOG: « On vous entend sur toutes les ondes sans arrêt la CGT! Je veux juste finir... »
- NL: « Je ne veux juste pas que vous parliez l'un sur l'autre, sinon les téléspectateurs n'entendront rien. »
- FOG: « La réalité... »
- JPM: « Il va falloir qu'il s'arrête, là. »
- NL: « Jean-Pierre Mercier, Jean-Pierre Mercier, je vous en prie. »
- FOG: « Non mais je m'arrête tout de suite, je viens de commencer. »
- NL: « Franz, s'il vous plaît, laissez parler Jean-Pierre Mercier. »
- FOG: « Attendez, juste, l'intimidation, c'est fini! »

Il aura donc fallu deux injonctions de Jean-Pierre Mercier, et une intervention particulièrement « musclée » (« Écoutez-moi maintenant! »), pour que la journaliste lui octroie la parole. Nathalie Lévy, une journaliste que l'on ne pourra pas soupçonner de connivences avec les syndicalistes...

En une quinzaine de minutes, le « débat » entre Franz-Olivier Giesbert et Jean-Pierre Mercier nous aura donné à voir nombre des travers de la couverture médiatique des mobilisations contre la Loi Travail, avec en prime l'arrogance et le mépris d'un éditocrate au sommet de son art. Il aura fallu que le syndicaliste redouble d'efforts pour pouvoir s'exprimer, dans des conditions extrêmement difficiles, aggravées par le traitement défavorable que lui réserve la journaliste de BFM-TV. Un débat aux allures de comparution immédiate, malheureusement exemplaire des interrogatoires médiatiques accordés aux constestataires.

JEAN-LUC MÉLENCHON CONVOQUÉ CHEZ NICOLAS DEMORAND

Nicolas Demorand est un exemple exemplaire des qualités requises pour devenir un « grand » de « l'animation » journalistique à la radio et à la télévision. C'est à ce titre qu'il nous intéresse ici. Des qualités socialement marquées, dont la moindre n'est pas de savoir doser vraie complaisance et fausse impertinence avec les intellectuels médiatiquement consacrés et les porte-voix des partis dominants. Quant aux autres, impossible de dissimuler longtemps le mépris qu'ils lui inspirent. Le studio d'Europe 1 se transforme alors en salle d'interrogatoire, mais pour assurer le spectacle. Nicolas Demorand rivalise alors avec Jean-Marc Morandini. Victime de cette métamorphose, le 5 janvier 2011 : Jean-Luc Mélenchon.

Les atouts et les qualités mobilisés par Nicolas Demorand? Nous les avons souvent évoqués¹: docilité à l'égard des chefferies médiatiques et petites lâchetés, notamment lorsque des collègues sont contraints de prendre la porte (Miguel Benasayag en 2004 sur France Culture et Didier Porte en 2010 sur France Inter); fidélité du transfuge d'une station à l'autre à l'égard de ses invités habituels (et notamment de Bernard-Henri Lévy); gardiennage sourcilieux d'une démocratie atrophiée, de débats déséquilibrés, d'un accès limité des auditeurs à la parole, etc.

Des qualités socialement et médiatiquement construites, que Nicolas Demorand partage avec d'autres et auxquelles il apporte son propre style. Un style qui plaît sans doute — il faut en convenir — à de nombreux auditeurs. Un style qui peut être enrichi d'une qualité supplémentaire: l'arrogance. Jean-Luc Mélenchon, invité d'Europe 1 soir le 5 janvier 2011, en a fait les frais. Dans cette interview qui dure près de 13 minutes, on assiste à un véritable interrogatoire, dans lequel Demorand marie insolence et mépris. Insolence arrogante destinée à tenter de déstabiliser le président du Parti de gauche et de le pousser à bout pour un spectacle garanti. Arrogant mépris destiné à délégitimer son invité. Concourent à cela le sens des questions, le choix du vocabulaire et l'attitude physique de l'intervieweur. Décryptage.

DÉLÉGITIMATION

Nicolas Demorand annonce la couleur dès la présentation de son invité: « Il est pas content, il promet la castagne pour 2011. » Pourtant, la première partie de l'interview laisse à Mélenchon le temps de s'exprimer. Ce n'est que partie remise. Dans la suite de l'interrogatoire il est question de la légitimité démocratique de Jean-Luc Mélenchon: une insis-



tance qui équivaut à une tentative de délégitimation qui se poursuit jusqu'à la fin de l'entretien.

Les questions portent pour l'essentiel sur sa représentativité et sa position dans les sondages. Ainsi Nicolas Demorand lui demande: « Le contexte devrait vous profiter politiquement, vu votre discours [...] Or vous n'êtes pas porté, à en croire les sondages, par une vague puissante: 6,5, 7, 7,5 %. Comment expliquez-vous ce mystère? » Mélenchon est étonné par la formulation et l'animateur insiste: « Si, c'est un mystère. » Continuant son travail de minimisation, Demorand enchaîne: « On ne sent pas la gauche, Jean-Luc Mélenchon, portée par un profond mouvement. » Ou encore: « Pourquoi les gens ne viennent pas vers vous massivement? » Cette « question », plusieurs fois répétée laisse entendre que la portée d'une voix minoritaire dépend exclusivement de son poids sondager: « Mais pourquoi vous n'êtes pas politiquement à 25, 30, 35 %? » « Mais ça va venir... », réplique Mélenchon. « M'enfin, parlons sérieusement », s'amuse l'animateur. Pas sérieux? Les « petits » candidats suscitent toujours la risée des « grands » journalistes...

DEMORANDINI

Jean-Luc Mélenchon tente alors d'expliquer pourquoi les classes populaires ne votent pas toujours à gauche: « Il y a un appareil

idéologique dominant... » Demorand le coupe alors: « *Lequel?* » La réponse de Mélenchon est immédiate: « *C'est vous. Les radios, les télévisions, les journaux...* »
 – « *Ah, c'est de notre faute!* »
 – « *Mais oui, c'est de votre faute...* »
 – « *C'est un peu court, jeune homme* », réplique Demorand citant – les auditeurs le savent-ils? – le Cyrano de Bergerac d'Edmond Rostand. L'explication de Jean-Luc Mélenchon est peut-être insuffisante ou incomplète. Mais, pourquoi « *jeune homme* »? Demorand aurait-il répliqué cela à Nicolas Sarkozy, Dominique Strauss-Kahn, Bernard-Henri Lévy ou François Fillon? A-t-il, la veille sur Europe 1, interrompu Michèle Alliot-Marie en lui posant des questions embarrassantes sur la présence de soldats français en Afghanistan en disant: « *C'est un peu court, ma p'tite dame.* » L'impertinence – lettrée – à l'égard de Mélenchon recourt à des tentatives de déstabilisation qui, peu à peu, visent non pas à obtenir des réponses mais à mettre en scène un conflit médiatique spectaculaire.

Au cours de cette interview, en effet, Nicolas Demorand se métamorphose ouvertement en animateur de spectacle, voire en bateleur, à l'instar de son collègue d'Europe 1, Jean-Marc Morandini et autres spécialistes du « *clash* » et du « *buzz* » à tout prix. C'est le concept Demorandini: la fausse impertinence au service de l'audience.

ARROGANCE

À la fin de l'entretien, alors que le président du Parti de gauche est en train de parler du mépris des élites à l'égard du peuple, Nicolas Demorand, croyant le piéger, l'interrompt en énonçant une contre-vérité: « *Le peuple qui ne vous a jamais élu, hein, Jean-Luc Mélenchon?* » S'ensuit un échange qui mérite d'être retranscrit intégralement.
 – Jean-Luc Mélenchon: « *Ah bon?* »
 – Nicolas Demorand (embarrassé): « *Enfin, à des élections directes... au suffrage universel.* »
 – JLM: « *Ah bon, vous croyez ça?* »
 – ND (tout sourire): « *Au Sénat, ça se passe comme ça?* »
 – JLM: « *Eh bien, mon cher Demorand, figurez-vous que j'ai été élu...* »
 – ND (le coupant, en se rendant compte de sa bourde): « *Et comme député européen, ça se passe comme ça aussi?* »

– JLM (énervé): « *Écoutez-moi, monsieur Demorand, j'ai été élu deux fois conseiller général, pas vous, d'accord?* »
 – ND (faussement décontracté, mais bien embarrassé): « *Ah non, ça je suis d'accord.* »
 – JLM: « *C'est un suffrage direct.* »
 – ND: « *Oui, oui.* »
 – JLM: « *Deuxièmement, j'ai été élu député européen dans la grande circonscription du Sud-Ouest...* »
 – ND (affalé sur le dossier de sa chaise, le sourire aux lèvres, il le coupe et fait diversion): « *Baissez le doigt, baissez le doigt.* »
 – JLM: « *...où personne n'était élu, avant moi, du Front de gauche. Et j'ai recueilli 275 000 voix sur la liste que je menais. C'est-à-dire que, pour élire un homme comme moi, c'est l'équivalent de cinq députés nationaux. Alors remballez vos grands airs de mépris à l'égard des élus du peuple.* »
 – ND (en le montrant du doigt): « *Et ne me pointez pas du doigt, vous, s'il vous plaît, Jean-Luc Mélenchon.* »
 – JLM: « *Et je vous montre du doigt parce que vous passez les bornes...* »
 – ND (faisant un geste de la main): « *Oui, oui, c'est bon, on connaît, on connaît, on connaît. Dernière question...* »
 – JLM: « *On connaît quoi, s'il vous plaît? On connaît quoi?* »
 – ND: « *Ben, on connaît la chanson... Est-ce qu'en 2012...* »
 – JLM: « *On connaît quelle chanson? Vous n'avez pas le droit de me parler comme ça! Et vous ne m'impressionnez pas parce que vous êtes derrière votre micro.* »
 – ND: « *Mais pas du tout. Mais moi non plus, vous...* »
 – JLM: « *Alors parlez-moi poliment.* »
 – ND: « *Mais je vous parle très poliment.* »
 – JLM: « *Je suis un élu du peuple, et je l'ai été au suffrage direct.* »
 – ND: « *Formidable!* »
 – JLM: « *...à moins que vous décidiez que les élus du suffrage indirect que sont les sénateurs, vous les méprisez. [...] Et remballez vos grands airs sur les élus. Je suis un élu du peuple.* »
 – ND: « *Mais ça y est, on l'a bien compris. Et arrêtez de me pointer du doigt* » (ajoute-t-il en pointant Mélenchon du doigt).
 – JLM: « *Vous n'aviez qu'à pas prendre cet air-là.* »
 – ND (toujours en pointant du doigt): « *Et je prends pas d'air...* »

Il y a tout dans cet échange: une contre-vérité (Mélenchon a déjà été élu au suffrage direct); l'arrogance (le ricanement de Demorand croyant piéger son invité); la gestuelle méprisante (la posture physique et les signes de la main). L'attitude de l'intervieweur est une composante essentielle de l'interrogatoire: en l'occurrence, elle en dit long sur la considération accordée à l'interviewé. Avachi sur sa chaise, le bras sur le dossier, alliant des gestes de mépris à son ton insolent, Nicolas Demorand porte un haut de jogging à capuche. Face à lui, Jean-Luc Mélenchon est en costume et se tient droit sur sa chaise. Pourtant, Demorand n'hésite pas à interpeller son interlocuteur sur sa gestuelle pour désamorcer son discours en lui reprochant de le montrer du doigt... l'imitant quelques secondes plus tard – sans s'en rendre compte – quand il s'énerve à son tour!

Cette mise en scène de l'arrogance accompagne les formules provocantes (« *un peu court, jeune homme* »; « *Oui c'est bon, on connaît* ») ou les contre-vérités (« *Vous n'avez jamais été élu par le peuple* ») qui ont pour effet, et sans doute pour but, de pousser Mélenchon hors de ses gonds.

Un exercice de médiacritique, exemplaire du comportement des « *grands* » journalistes à l'égard des porte-parole des « *petits* » partis politiques. Anecdote: au cours d'un badinage sur France Inter, Pascale Clark fait allusion au « *gros* » prédécesseur de Patrick Cohen sur France Inter. Demorand, furieux, proteste publiquement (« *Mais je ne suis pas gros!* ») et obtient... des excuses. Les auditeurs peuvent attendre longtemps que le même Demorand présente des excuses, sinon à Jean-Luc Mélenchon, du moins aux témoins de ses saillies radiophoniques. Car ce n'est pas n'importe qui, n'est-ce pas?

[1] Évoqués... dans de nombreux articles à retrouver sur notre site. On y trouvera aussi, dans la version initiale de cet article publié le 12 janvier 2011, un montage vidéo de l'interview de J.-L. Mélenchon par N. Demorand, nécessaire pour prendre la mesure de l'arrogance et du mépris de l'intervieweur.

INTERVIEW POLITIQUE : LE CALVAIRE DES VERTS

Retour sur la campagne présidentielle de 2007. Invités occasionnellement dans les grands médias, les porte-parole des Verts ne cessent alors d'être interrogés... sur leurs rapports avec les autres formations politiques ou les autres candidats, la faiblesse de leurs scores dans les sondages et... Nicolas Hulot⁽¹⁾. Quelques chefs-d'œuvre de cet art médiatique de donner la parole tout en la confisquant – ou, à tout le moins, en empêchant ceux à qui on la donne de dire ce qu'ils auraient à dire – qui, dix ans plus tard, ne sont malheureusement pas démodés.

« VOUS ÊTES UNE GROSSE ASSOCIATION »

Alors que la pré-campagne officielle vient à peine de démarrer, Noël Mamère est l'invité de Jean-Michel Apathie dans la matinale de RTL le 5 décembre 2006. L'occasion de connaître le point de vue des Verts sur les questions importantes de l'actualité, l'occasion de parler d'environnement avec un parti concerné, l'occasion de poser des questions à des personnalités politiques que l'on entend peu, l'occasion de redresser la barre et de ne plus attribuer 80 % du temps de parole (comme c'était le cas jusqu'à la fin novembre dans les radios) aux deux seuls partis qui comptent : l'UMP et le PS. Mais, comme les « petits » partis n'abordent pas nécessairement les sujets qui passionnent le microcosme des journalistes politiques, les questions vont porter sur le microcosme de... la vie politique. Échantillon des questions posées par Jean-Michel Apathie. Un déluge de fausse impertinence et de vrai mépris :

- « Nicolas Hulot intervenait sur RTL, hier matin. Il annonçait que 700 000 Français avaient signé son Pacte écologique. C'est un véritable succès à l'heure où tout ne va pas très bien pour les Verts. **Vous êtes jaloux de ce succès de Nicolas Hulot, Noël Mamère ?** »
- « Mais alors, Dominique Voynet est scotchée à 2 %. Il y en a même qui la mesurent à 1 %. C'est-à-dire que ça ne marche pas pour vous. Pourquoi ? »

- « Mais Nicolas Hulot ? »
- « S'il franchissait le pas, Nicolas Hulot, s'il était candidat, ce serait une catastrophe pour vous Noël Mamère ? »
- « Mais alors, pourquoi – encore une fois – vous n'avez pas cette reconnaissance de la part du public ? »
- « Vous êtes lâchés par tout le monde. Daniel Cohn-Bendit disait, il y a quelques jours : "Le parti Verts, c'est la fin d'un cycle. C'est fini". »
- « Ce n'est pas pour être désagréable avec vous, Noël Mamère, mais quelques chiffres encore : 700 000 Français qui soutiennent le Pacte écologique, c'est ce que dit Nicolas Hulot. Le parti Verts, c'est 8 800 adhérents. Et pour le récent congrès (vous l'évoquiez), qui s'est tenu ce week-end à Bordeaux, des Verts, seulement 4 800 ont voté. **En fait, vous êtes une grosse association. Vous n'êtes pas un parti politique ?** »
- « Dominique Voynet ira jusqu'au bout ? »
- « Un mot sur la polémique sur Ségolène Royal... Son voyage ? »

Jean-Michel Apathie ne semble pas disposé à parler des projets des Verts, ni même d'environnement avec une « association » de 8 800 adhérents. Il préfère parler de Nicolas Hulot, des sondages, de Nicolas Hulot, du voyage de Royal en Chine et de Nicolas Hulot. Pour le fond, voyons avec *Le Monde*.



« LES VERTS SERVENT DONC ENCORE À QUELQUE CHOSE ? »

- Rarement conviée dans le quotidien vespéral, Dominique Voynet est interrogée le 18 janvier 2007. Bilan : la candidate écologiste n'a pas pu exposer la moindre brique de son programme. Voici les 11 questions qui lui ont été posées :
- « Votre campagne "patine". Comment l'expliquez-vous ? »
 - « Dans les sondages, vous ne parvenez pas à dépasser les 2 %. Le sens de votre candidature n'est pas perçu ? »
 - « Ce serait donc une question de "timing" ? »
 - « Pourtant Nicolas Hulot parvient, lui, à mobiliser un potentiel électoral. »
 - « Mais il mord considérablement sur votre terrain électoral ! »
 - « Les Verts servent donc encore à quelque chose ? »
 - « Quand même, deux de vos proches, Yves Cochet et Jean-Luc Bennahmias, en appellent à votre retrait au profit de Nicolas Hulot. »

- « Les négociations avec le PS sur les législatives sont au point mort. »
- « Et si, lundi, Nicolas Hulot se lance malgré tout? »
- « Les hausses d'impôts pour les contribuables gagnant plus de 4000 euros net par mois: vous êtes d'accord? »
- « Mais quand M. Cochet et M. Bennahmias font valoir que Hulot c'est 10 % dans les sondages et Voynet 2 %, que répondez-vous? »

La seule question incitant Voynet à évoquer les idées des Verts (« Les hausses d'impôts pour les contribuables gagnant plus de 4000 euros net par mois: vous êtes d'accord? ») n'est posée que par rapport au Parti socialiste, et pourrait se traduire ainsi: « Êtes-vous d'accord avec la position du PS sur la fiscalité? » Aucune question sur les problèmes généraux, aucune question d'écologie.

« ON VOUS LAISSE LE MICRO OUVERT? »

Quelques jours plus tard (23 janvier 2007), sur France Inter, Nicolas Demorand amorce son entretien avec Dominique Voynet par une question sur Nicolas Hulot. Et naturellement, sa deuxième question porte sur... Nicolas Hulot. Las, Dominique Voynet termine sa réponse par: « Je veux aller à l'essentiel et parler maintenant de mon projet. » Allons-y.

- Nicolas Demorand: « Projet important, on va y venir, mais la manière d'y arriver aussi est essentielle, Dominique Voynet? »
- Dominique Voynet: « Mais la façon d'y arriver, c'est de refuser de répondre à toutes les questions sur la petite vie politicienne... »

Mais refuser de répondre à de telles questions, c'est commettre un crime de lèse-majesté! C'est refuser de répondre à un journaliste qui pose les bonnes questions... puisqu'il est journaliste. La réplique de Nicolas Demorand est sans équivoque: c'est vous ou moi.

- ND: « Donc vous préférez qu'on sorte du studio... »
- DV: « Non, non... »
- ND (menaçant): « Vous voulez qu'on sorte du studio et qu'on vous laisse le micro ouvert? »
- DV: « Je fais une campagne de terrain et sur le terrain les gens ne me posent pas réellement des questions sur ce qui se passe dans le microcosme politique, ils me posent des questions effectivement sur comment on fait pour réduire notre dépendance au pétrole, [...] comment on fait pour construire des maisons à 100000 euros... »
- ND (la coupant): « Et comment on fait pour imposer ces questions dans le débat politique? »
- DV (tentant de répondre): « Et bien, on parle comme... »
- ND (ne la laissant pas répondre, il parle par-dessus elle): « Est-ce que vous pensez... »
- DV: « ... comme je viens de le faire... »
- ND (insistant): « Est-ce que vous pensez... [bis] »
- DV: « ... on refuse de se laisser entraîner... »
- ND (sourd): « Est-ce que vous pensez... [ter] »
- DV: « ... sur des terrains qui ne sont pas les bons terrains. »
- ND (pas fatigué): « Est-ce que vous pensez... [quater] »
- DV (énervée): « Il y en a ras-le-bol des préoccupations du microcosme, moi c'est aux préoccupations des Français que je veux répondre. »

Nicolas Demorand, porte-voix du « microcosme » n'a qu'une question en tête; il n'en démordra pas: « Est-ce que vous pensez que vous avez la force politique pour imposer vos idées? C'est une question simple, c'est une question noble, c'est une question pour savoir comment vous comptez y arriver. » En dépit de la « noblesse » de la question, Dominique Voynet ne veut pas céder: « Nicolas Demorand, j'ai en tout cas la force nécessaire pour vous dire ce matin, allons pour une fois sur les questions de fond, je vous jure, on n'est pas en sécurité alimentaire à travers la planète... » Et s'engouffrant dans la brèche qu'elle est parvenue à ouvrir, la candidate écologiste essaye de développer ses idées en exposant les problèmes de l'alimentation. Nicolas Demorand, ne lui ayant pas posé de question, la coupe très vite: « Je vais aller dans votre sens, Dominique Voynet, je vais aller dans votre sens, les... » Voynet l'interrompt: « ... Mais vous ne voulez pas m'écouter jusqu'au bout, là? » Et à la limite du mépris, l'animateur enchaîne: « ... les glaciers, je vais vous le dire très franchement, les glaciers fondent, le climat se dérègle, et les intentions de vote... » Passons sur une nouvelle altercation. « Et les intentions de vote pour les Verts sont au plus bas. Expliquez-nous ce mystère de la vie politique française. » Voynet refuse clairement de se plier à la question de Demorand: « Ce mystère de la vie politique française, c'est que depuis trois mois c'est la question qu'on me pose alors que moi je vous dis: je n'y réponds plus à cette question. Ça va vous agacer, mais je n'y réponds plus, parce que si... »

Inadmissible, ne pas vouloir répondre à une question d'un journaliste! Demorand la coupe de nouveau: « Mais on aimerait comprendre quand même! » Le « on » impersonnel dissimule ici... Nicolas Demorand lui-même et traduit surtout l'envie (débordante) d'un journaliste de comprendre ce qu'il a envie de comprendre. Réponse de Dominique Voynet: « Alors, vous ferez votre travail d'analyste politique à d'autres moments, moi à partir de maintenant je ne réponds plus à cette question, je réponds effectivement sur le fond [...]. Alors je vous dis ce que je veux: je veux effectivement qu'on arrête de faire des conneries. Le mot est fort. » Après 3 minutes d'interview (sur 9 en tout et pour tout), Dominique Voynet peut enfin parler de ce qui importe ou devrait importer d'abord: son programme. Ceci n'empêchera pas Demorand de se moquer d'elle avant de poser d'autres questions: « Ai-je le droit de vous poser la question suivante? »

Que Demorand veuille savoir comment Les Verts vont faire pour diffuser leurs idées, pourquoi pas? Mais le problème posé est plus sérieux: alors que Les Verts (comme d'autres partis considérés comme « petits ») disposent de peu d'espace dans les médias, les rares occasions où ils peuvent s'exprimer sont presque entièrement occupées par des questions annexes (alliances stratégiques, rapport avec les autres partis, scores dans les sondages...), victimes — à l'instar des « grands partis » mais avec des conséquences plus lourdes —, du temps incompressible consacré par les médias dominants aux questions politiques.

[1] L'éventuelle candidature de l'animateur, qui fait signer son « Pacte écologique » à l'ensemble des candidats, agite alors beaucoup les grands médias.

LÉA SALAMÉ : VAILLANTE GARDE-FRONTIÈRES (SOCIALES)

Depuis le 25 août 2014, Léa Salamé produit et présente, du lundi au jeudi sur France Inter, l'émission « L'invité de 7h50 », qui consiste en une interview d'une durée de 7 à 9 minutes. L'analyse des invitations lancées par Léa Salamé lors de la saison 2014-2015 met en évidence les effets d'une certaine logique sociale de soutien à la perpétuation de l'ordre établi.

UNE INTERVIEWEUSE PAS VRAIMENT FÉMINISTE

Il semble que pour Léa Salamé la question de la parité n'entre pas franchement en considération dans la sélection de ses invités : sur **149** interviews recensées, **28** ont été accordées à des femmes, soit **18,8 %**. Pas de quoi ébranler l'ordre patriarcal...

CIRCULATION CIRCULAIRE DES INVITÉS

« L'invité de 7h50 » précède la séquence « L'invité de 8h20 » (qui est interrogé par Patrick Cohen) et « Interactiv' » (où l'invité de 8h20 est interrogé par des auditeurs et Patrick Cohen). **25** des invitations de « L'invité de 7h50 » (soit **16,8 %** du total) ont été lancées à des personnes qui, au cours de la période analysée, ont aussi été invitées par Patrick Cohen. Depuis septembre 2014, Léa Salamé est aussi chroniqueuse/intervieweuse dans l'émission produite et présentée par Laurent Ruquier « On n'est pas couchés » sur France 2. **14** des invitations de « L'invité de 7h50 » (soit **9,4 %** du total) ont été lancées à des personnes qui, au cours de la période analysée, ont aussi été invitées par Laurent Ruquier.

Personne ne sera surpris d'apprendre que les invités permanents des médias François Bayrou, Nicolas Hulot, Bernard Kouchner, Bruno Le Maire, Jean-Luc Mélenchon, Michel Onfray et Ségolène Royal ont ainsi fait honneur au pluralisme en participant aux émissions de Léa Salamé, Patrick Cohen et Laurent Ruquier¹. Rien ne vaut l'exposition de personnes surtout « connues pour leur notoriété » (et pour avoir des propos très prévisibles) afin d'empêcher l'irruption d'idées dissonantes : il est ainsi rassurant de savoir que les chiens de garde Nicolas Baverez, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Alain Minc, Dominique Reynié ont eux aussi eu les honneurs du micro de Léa Salamé.

DE BONS ET PROCHES CLIENTS: LES GENS DES MÉDIAS

36 des invitations de « L'invité de 7h50 » (soit **24,2 %** du total des invitations) ont été lancées à des personnes travaillant et ayant des positions établies dans les médias. Par cette pratique décomplexée de l'entre-soi, Léa Salamé donne notamment la parole :
— à des collègues de France Inter (Christian Chesnot, Isabelle Autissier, Sara Ghibaudo)

— à un ancien patron de France Inter (Philippe Val)
— à de potentiels futurs employeurs (Rodolphe Belmer, le millionnaire Pierre Bergé, le milliardaire Michael Bloomberg, le millionnaire Matthieu Pigasse, le milliardaire Vincent Bolloré, le milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière)
— à son ancien collègue d'I-Télé Éric Zemmour qu'elle considère comme un « *chic type* ».

Ce fonctionnement en circuit fermé a pour effet d'entretenir, de renforcer et de diffuser la croyance dans l'idée (fausse) que les seuls sujets dignes d'être traités sont les (petites) préoccupations des dominants du champ médiatique.

LA PAROLE AUX PATRONS

En 1998, Christine Ockrent écrivait : « *Les patrons en France ont mauvaise presse. On les entend à peine dans le débat public. Cette frilosité des grands patrons à s'exprimer sur des sujets d'intérêt général constitue une vraie carence de la démocratie* » (*Les Grands Patrons*, Plon, p. 8). Dix-sept ans plus tard, Léa Salamé répare courageusement cette injustice en invitant à **16** reprises des patrons (soit **10,8 %** du total des invitations) et en n'invitant **qu'une seule fois** un syndicaliste (Jean-Claude Mailly le 27 août 2014). Dans le monde de Léa Salamé, il y a **16 fois** plus de patrons que de salariés ou de représentants des salariés... Notons qu'en 2013, selon l'Insee, les « chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus » représentaient... 0,3 % de la population active...

POLITIQUE, SPECTACLE ET PROMOTION

Cette ancienne admiratrice de Thierry Ardisson² a compris que « le mélange des genres » peut être source de fortes audiences. Il n'est donc pas étonnant qu'à côté des invités politiques français (qui cumulent **54** invitations, soit **36,2 %** du total) **28** des invitations (soit **18,8 %** du total) aient été lancées à des personnes faisant la publicité soit de leur dernier livre ou article (**21** personnes), soit de leur dernier film ou de leur dernière pièce (**7** personnes). Voilà qui ne risque pas de renverser la tendance décrite par *Fakir* dans une lettre à Laurence Bloch (directrice de France Inter) à l'occasion de la campagne « De l'air à France Inter » : « *Les classes populaires sont presque absentes de votre antenne. Selon les comptages, l'espace qui leur est réservé varie*

entre 0,7 % et 2 % du temps de parole. Qu'importent ces chiffres : à l'évidence, le monde du travail (et du chômage!) est marginalisé. Tandis que la promotion de produits culturels, elle, s'avère ultra-présente. »

Ce rapide bilan chiffré souligne au moins une chose : un des nombreux

moyens de la « classe dominante mondialisée » pour imposer les points de vue les plus favorables à ses intérêts consiste en l'appropriation et l'occupation de la scène médiatique, ici l'antenne d'une radio de service public.

[1] On notera que cette troupe de sept permanents du théâtre médiatique

ne comporte qu'une femme et que sa moyenne d'âge est de 61 ans. J.-L. Mélenchon, s'il est parfois maltraité par les grands médias et conteste souvent la vulgate médiatique, n'en demeure pas moins un invité régulier des « grandes » émissions d'interviews.

[2] « Lorsque j'avais 20 ans, je voulais être le Thierry Ardisson de la période "Rive droite/rive gauche". »

Léa Salamé, « meilleure intervieweuse » ?

Au mois de novembre, un jury de consacreurs auto-consacrés consacre le meilleur poseur de questions en décernant le prix Philippe Caloni. En 2015, c'est une femme : Léa Salamé. Peu nous importe ici l'identité de la lauréate, capable du pire, mais peut-être aussi du meilleur. En revanche, l'endogamie professionnelle et sociale des chargés de consécration mérite qu'on s'y arrête.

À tout Président, tout honneur : le jury était présidé par Jean-Noël Jeanneney, historien, certes, mais aussi spécialiste des célébrations : ancien Président de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française et membre du Haut Comité des célébrations nationales. Célébrer est un véritable job. On pourra relever, non sans malice, que l'endogamie sociale trouve ici une première illustration puisque Jeanneney, ancien secrétaire d'État, est le fils d'un ancien ministre, le petit-fils d'un ancien ministre et président du Sénat, et la lauréate 2015 est également la fille d'un ancien ministre. Sciences-po les a couvés puisque Jean-Noël Jeanneney et le père de la lauréate ont été tous deux enseignants à Sciences-po et que le Président et la lauréate sont d'anciens élèves de Sciences-po.

Outre Jean-Noël Jeanneney, le jury est composé de 14 membres. Et comme le jury intègre chaque année le lauréat de l'année précédente, les 8 anciens lauréats en sont membres : Frédéric Taddeï (2007), Emmanuel Laurentin (2008), Nicolas Demorand (2009), Jean-Jacques Bourdin (2010), Jean-Michel Apathie (2011), Anne-Sophie Lapix (2012), Marc Voinchet (2013), Thierry Demaizière (2014). Un tel jury, qui réunit des consacrés en charge de la consécration, mérite donc le grand prix de la cooptation — qu'il devrait se décerner lui-même.

Complété par six importants dont nous conserverons l'anonymat, ce jury est un club de célébrants qui ont en commun de croire et de faire croire que passeur de plats est un métier d'élite qui occupe (avec celui d'éditorialiste) le sommet des métiers du journalisme. Qui mieux que des importants peut honorer leur importance en honorant chaque année un important qui rejoindra à son tour le club des importants ? Rivaux dans la course aux honneurs et aux postes, mais associés pour communier dans le culte du plus beau métier du monde.

La fermeture sur soi du (tout) petit monde réuni en jury est à l'image du (tout) petit monde interrogé par Léa Salamé sur France Inter, et réciproquement. France Inter qui, pour en partager les bénéfices symboliques, s'honore du prix décerné à Léa Salamé. Sur le site de France Inter, un article dithyrambique, dédié à la gloire de la gagnante, célèbre « son talent journalistique », sa « maîtrise des dossiers », sa « curiosité inégalée », « sa solide culture éclectique, sa ténacité dans l'art du questionnement, sa capacité à rebondir et à multiplier les angles », « son sang-froid et son élégance ». Bref : « "En une saison, son entretien du 7h50 a devancé tous les concurrents. Rapide, tenace, efficace, Léa sait aussi surprendre, séduire, dérouter. Elle est à l'antenne comme elle est dans la vie, fonceuse, inquiète, fantasque, bosseuse. Une vraie et très grande journaliste", se félicite Laurence Bloch, directrice de France Inter. » Reine de l'audimat, elle a « devancé ses concurrents » ! Signe ultime de qualité journalistique...

N'en doutons pas : la critique n'empêche pas de savoir admirer quand il le faut. À condition que cette admiration n'étouffe pas tout sens critique, et que cette admiration et ce sens critique ne s'exercent pas seulement pour évaluer si Léa Salamé mérite de figurer en tête d'un palmarès, comme nous invite à en débattre le « Plus » du site de *L'Obs* en ouvrant le « débat » : « Léa Salamé est-elle **vraiment la meilleure** intervieweuse de l'année ? » (souligné par nous). Voilà au moins un prix qui ouvre un « débat » de fond ! La prochaine fois, il faudra peut-être organiser des primaires.

LOI TRAVAIL : LE DOCTEUR JEKYLL DE BFM-TV

La mobilisation contre la Loi Travail a donné lieu à nombre de morceaux de bravoure journalistique, étudiés en détail dans le copieux dossier du précédent Médiacritique(s). Mais nous avons gardé en réserve ce double exploit de François Gapihan, journaliste de BFM-TV aussi à l'aise dans l'interrogatoire d'un sociologue coupable d'indulgence envers les manifestants que dans la causerie complice avec un syndicaliste policier.

MISTER HYDE ET LE SOCIOLOGUE

Le vendredi 29 avril 2016, Nicolas Jounin est ainsi invité sur BFM-TV. La chaîne d'information en continu se mettrait-elle à faire appel aux chercheurs en sciences sociales pour comprendre l'actualité? Que les adeptes de la « *priorité au direct* » se rassurent, le sociologue ne doit son invitation qu'au fait d'avoir été placé, la veille, en garde à vue, suite à son interpellation lors d'une manifestation contre la Loi Travail. Et l'interview montrera que le souci de comprendre n'est pas une préoccupation que le journaliste — en mission de maintien de l'ordre cathodique — a en commun avec le sociologue.

Le bandeau de présentation de Nicolas Jounin donne le ton: Nicolas Jounin devient Nicolas « *Jouanin* » et n'est qu'un « *manifestant contre la loi travail* ». Dans la suite de l'interview, ce bandeau apparaîtra à trois reprises. Dès le début de l'interview, comme dans toute la suite, François Gapihan oppose aux propos du sociologue une « *version des faits* » conforme à la version policière:

- François Gapihan: « *Vous êtes sociologue et manifestant anti Loi Travail. Hier d'ailleurs vous avez défilé à Gennevilliers près de Paris et ça ne s'est pas très bien terminé pour vous. Vous bloquez, me semble-t-il, le port de la ville. Racontez-nous votre version des faits.* »
- Nicolas Jounin: « *[...] C'était une manifestation non violente. Il y a un dispositif de répression policière qui s'est mis en place...* »
- FG: « *Un dispositif policier.* »
- NJ: « *Un dispositif de répression policière.* »
- FG: « *Chacun ses mots.* »
- NJ: « *Oui.* »
- FG: « *C'est votre version.* »

Une version que François Gapihan n'hésite pas à mettre subrepticement en doute, demandant par exemple, à Nicolas Jounin qui détaille sa « *version* »: « *Pourquoi la police vous serait-elle tombée dessus d'un coup d'un seul alors que vous n'avez, dites-vous, rien à vous reprocher?* » Toute l'interview va être une série de variations sur le même thème: d'un côté, Nicolas Jounin va essayer de parler de ce dont François Gapihan ne veut pas entendre parler, à savoir les



raisons du mouvement social contre la Loi Travail et la quasi-impossibilité, notamment dans l'interview même à laquelle il est convié, de s'exprimer à propos de cette loi; de l'autre, le journaliste va sans cesse ramener le sociologue à sa situation personnelle de manifestant interpellé par la police et lui enjoindre de condamner « *les violences* » (des casseurs). Quand Nicolas Jounin souligne ainsi que F. Gapihan ne semble intéressé que par « *les casseurs* », il provoque une réaction énervée du journaliste, contraint de sortir de sa neutralité de façade pour célébrer le travail de BFM-TV:

- NJ: « *Il y a différentes manières de manifester et il se trouve que vous mettez toujours l'accent principalement sur ces formes-là.* »
- FG: « *C'est faux!* »
- NJ: « *Et du coup vous invisibilisez, vous méprisez, des centaines de milliers de personnes...* »
- FG: « *Faux!* »
- NJ: « *... qui manifestent pacifiquement.* »
- FG: « *Non, je ne peux pas vous laisser dire ça, pardonnez-moi mais là pour le coup je prends position. C'est le travail de toute une rédaction, on rend compte des violences policières qui sont, encore une fois, présumées ou avérées [...] comme c'est le cas dans ce cas de ce jeune de 21 ans à Rennes qui a perdu un œil, on en a rendu compte toute la journée donc, me semble-t-il, on est parfaitement objectifs.* »

Et face à Nicolas Jounin qui pointe l'invisibilisation des autres manifestants, le journaliste poursuit son plaidoyer tout en

nuance et en modestie: « On entend leurs mots d'ordre, on entend leurs slogans mais comme depuis plusieurs semaines il y a **des débordements qui ressemblent quand même à des scènes de guérilla urbaine** on ne peut pas passer à côté de ça enfin, ce serait grave également. **Vous le comprenez?** »

Et après le plaidoyer, l'acte d'accusation: « Vous dites donc que cette Loi Travail c'est une forme de violence sociale, mais il y a **chez vous une forme d'ambiguïté très claire**. Est-ce que pour vous la violence sociale que vous dénoncez permet ensuite d'en venir à une violence tout court lors de manifestations? **Est-ce que vous dénoncez, pour être très clair, les violences qui ont été commises hier?** Et c'est une réalité, elles ont été commises. »

À aucun moment le journaliste n'a l'idée de solliciter les qualités de « sociologue du travail » de N. Jounin qui, ne se laissant pas intimider par le dispositif, déconstruit avec calme la manière dont BFM-TV maltraite la mobilisation en cours. Excédé, F. Gapihan revient aux fondamentaux: quand BFM montre les casseurs (et c'est le cas, sur les images qui occupent souvent les deux tiers de l'écran), l'invité doit regarder et parler des casseurs. Et si possible, les condamner.

DOCTEUR JEKYLL ET LE POLICIER

Dix-huit minutes à peine après avoir pris congé de Nicolas Jounin, François Gapihan, redevenu Dr Jekyll, s'est montré fort prévenant avec le syndicaliste policier Luc Poignant.

Dès le début de l'interview apparaît un bandeau: « LES POLICIERS EN PREMIÈRE LIGNE », bandeau univoque, simpliste et anxiogène qui s'affichera en permanence lors des échanges entre F. Gapihan et L. Poignant, et qui donne là encore leur ton. L'interview avec N. Jounin va servir d'introduction, dans laquelle le journaliste adopte d'emblée le point de vue policier: « Bienvenue. Vous êtes membre et porte-parole du syndicat Unité SGP Police FO. Pour commencer, une réaction aux propos de l'invité de 22 heures, c'était en direct sur BFM-TV, **ce jeune homme qui estime avoir été victime de violences policières**

hier, [...] il ne parle pas de dispositif policier encadrant une manifestation mais de dispositif de répression policière. Et puis, **selon lui également, pour cesser la dynamique d'un mouvement protestataire selon lui, les policiers procèdent à des violences, à des violences policières évidemment. Qu'en pensez-vous?** »

François Gapihan ne nomme pas Nicolas Jounin, ne fait pas état de son statut de sociologue, et prend bien soin de se démarquer de ses propos. Cette présentation très orientée est l'occasion rêvée pour Luc Poignant de répondre par une assertion que BFM-TV emploiera pour l'archivage de l'interview: « La violence ce n'est pas du côté de la police, elle est contre la police. » Journaliste scrupuleux, François Gapihan ne peut pas, face à un syndicaliste policier, ne pas parler « des faits de violences policières » — mais il le fait en s'acquittant du « minimum minimorum syndical », sans poser véritablement de question à ce sujet: « Il y a eu des faits de violences policières avérés. C'est arrivé. »

Cette rapide évocation permet à Luc Poignant d'évacuer le sujet, et du reste, tout au long de l'interview il ne recevra aucune objection sérieuse de la part du journaliste: il pourra dérouler ses « éléments de langage » sans difficulté et le journaliste ne fera qu'enchaîner de complaisantes questions et relances. F. Gapihan repasse d'abord un extrait de l'interview de N. Jounin, pour que L. Poignant réagisse: séquence qui montre un journaliste soucieux de ne pas froisser son invité et évitant de relever les outrances manifestes du syndicaliste policier.

— François Gapihan: « [La police] a normalement un devoir de maîtrise. »

— Luc Poignant: « Ah ben, il y a de la maîtrise, je peux vous dire que ce qui s'est passé hier, il y a eu une très grande maîtrise, il y a un très grand professionnalisme parce que... »

— FG: « **J'ai peut-être mal formulé ma question** mais lorsqu'un jeune perd son œil par une balle de défense est-ce que le tir a été proportionné et maîtrisé? »

— LP: « Vous allez très vite dans la besogne, c'est-à-dire que pour le moment il y a une enquête, la préfecture. »

— FG: « Si c'est le cas, **on reste au conditionnel.** »

— LP: « Croyez-moi, mes collègues, **il y en a beaucoup qui travaillent plus de 20 heures, ils ne sont pas là pour le plaisir et ils n'ont pas du tout l'intention d'agresser les jeunes, au contraire ils aimeraient bien que ça se passe bien parce qu'au lieu de rester 20 heures ils resteraient 12 heures.** »

C'est alors qu'au moyen d'une question aussi vague que creuse, mais qui marque une sollicitude dont N. Jounin a été curieusement privé, F. Gapihan donne à Luc Poignant l'occasion de gratifier les téléspectateurs d'une grotesque (voire indécente) exagération:

— FG: « **Quel est ce soir l'état d'esprit des policiers justement de manière générale?** »

— LP: « On est un peu tendus. [...] **Premièrement on a les nôtres qui tombent! On en a pratiquement 80 hier qui sont tombés. Depuis deux mois ça fait pratiquement 300 fonctionnaires de police qui sont au tapis. C'est quand même pas normal.** »

Au lieu de souligner qu'il s'agit là de « sa version », F. Gapihan préfère étaler en toute ingénuité sa complicité avec Luc Poignant: « **Ce n'est, ce n'est pas la première fois, loin de là que vous venez sur le plateau de "Week-end direct" et de manière générale sur BFM-TV Luc Poignant, à chaque fois vous nous répétez ça, il n'y a aucun changement?** ». François Gapihan dit vrai — au moins sur la présence récurrente de son interlocuteur: en 2016, le syndicaliste policier a ainsi été invité sur BFM-TV les 6 février, 16 février, 19 février, 29 avril, 18 mai, 22 juin, 23 juin et 20 juillet.

Le sociologue Nicolas Jounin avait mis les pieds dans le plat hostile de BFM-TV, le syndicaliste policier Luc Poignant s'est trouvé comme un poisson dans l'eau sécuritaire de la chaîne d'information en continu. Traduction en chiffres: F. Gapihan a prononcé 27,1 % et L. Poignant 72,9 % des mots formulés au cours de l'interview du syndicaliste policier. F. Gapihan a prononcé 43,3 % et N. Jounin 56,7 % des mots formulés au cours de l'interview du sociologue...

L'INTERVIEW-MONOLOGUE PRÉSIDENTIELLE

Sous la V^e République, les interviews et les conférences de presse du président de la République sont des genres particuliers de journalisme et, surtout, de communication politique: des rituels de monarchie républicaine. Les « hôtes de l'Élysée », comme on dit, invitent les journalistes de leur choix à ponctuer les monologues présidentiels de questions sans surprise, de relances sans relief et d'objections sans suite. Présidentialisme des institutions et journalisme de révérence conjuguent leurs effets, sans qu'il soit toujours aisé de démêler ce qui relève du droit de Sa Majesté à discourir sans répliques et ce qui doit être attribué à la courtoisie complaisante des faire-valoir.

Retour sur un de ces exercices, déjà ancien, mais exemplaire: l'interview que Nicolas Sarkozy, le mercredi 23 septembre 2009, a « accordé », sans doute à sa demande, à David Pujadas et Laurence Ferrari, et diffusé à 20 heures sur TF1 et France 2.

Une fois de plus dans l'histoire de la V^e République, l'interview a donné des apparences de dialogue à un monologue. Une fois de plus, le président de la République a pu, quand il le voulait, contourner les questions qui lui étaient posées ou les timides objections qui lui étaient soumises. Une fois de plus, il a pu proférer des énormités sans être contredit.

Si la possibilité de faire une « interview » digne de ce nom d'un Président de la V^e République est à peu près nulle, le seul reproche conséquent qu'on pourrait adresser aux heureux journalistes « élus » serait... d'accepter d'y participer — de ne pas faire la grève du zèle, en quelque sorte. Mais cela ne saurait nous empêcher de mesurer l'étendue des dégâts. Car les journalistes-commentateurs n'ont, en général, retenu que le « lapsus » présidentiel désignant les prévenus du procès Clearstream comme des « coupables » avant même qu'ils aient été jugés, et l'absence de réac-

tion de ses interlocuteurs. Pourtant, comme on va le voir, d'autres « perles » auraient mérité qu'on les relève, et les deux intervieweurs ne l'ont jamais fait. Prisonniers de leur scénario, ignorants des dossiers ou tétanisés par la verve présidentielle ?

UN BÊTISIER PRÉSIDENTIEL RESTÉ SANS RÉPLIQUES

Scène 1 : La crise racontée aux enfants

Pour commencer, Nicolas Sarkozy nous raconte l'histoire de la crise. Et ça commence très fort: « *Y a eu la crise parce que le capitalisme est devenu fou [...] Une bulle s'est créée, et elle a explosé. [...] À ce moment-là, la confiance s'est effondrée, et j'avais pris l'engagement devant les Français que pas un centime de leur épargne ne serait sacrifié. Pas un centime ne l'a été. Et il faut reconstruire.* »

Cet « engagement » tenu de Nicolas Sarkozy a dû surprendre plus d'un téléspectateur. Mais pas Laurence Ferrari, qui ne relève pas et relance hardiment: « *Mais aujourd'hui, tout recommence comme avant...* » Ce qui nous vaut une nouvelle déclaration spectaculaire:

— Nicolas Sarkozy: « *Pardon de le dire, enfin si vous me permettez, c'est pas tout à fait exact. [...] Il n'y a plus de paradis fiscaux et, à Pittsburg, l'un des enjeux, c'est que dès le premier trimestre de l'année prochaine des sanctions soient appliquées sur des places, sur des pays, qui ne respecteraient pas les règles en la matière.* »



« Il n’y a plus de paradis fiscaux », puisque des sanctions à leur encontre sont... envisagées! Ce seront donc des paradis moins paradisiaques. David Pujadas ne relève pas, puisqu’il tient en réserve une question d’une impertinence presque violente, dont Nicolas Sarkozy, concentré sur son monologue, ne tient pas compte:

— David Pujadas: « *Alors on entend votre détermination, est-ce que vous irez jusqu’à quitter ce sommet en cas d’absence de résultats tangibles?* »

— Nicolas Sarkozy: « *[...] J’avais dû dire ça à Londres, ça m’avait valu quantité de moqueries, mais on y était arrivé. Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c’est terminé...* »

S’il peut marteler une première contre-vérité et en ajouter une deuxième sans être repris, c’est qu’il a lui-même changé de sujet:

— Nicolas Sarkozy: « *... mais y a d’autres choses, ça ne résout pas tout. Y a eu aussi cette pratique absolument effrayante de ce qu’on appelle les bonus sur les traders.* »

David Pujadas accompagne le virage présidentiel, en tentant de glisser une nouvelle question: « *Tout le monde est d’accord pour dire que c’est un symptôme de la crise mais que ce n’est pas la cause de la crise [...] alors pourquoi ce choix d’insister sur les bonus?* » Et Nicolas Sarkozy poursuit sur sa lancée, puisque c’est lui qui conduit l’entretien. Ses interlocuteurs (et les téléspectateurs) l’écouteront pendant 4 minutes raconter l’histoire des bonus défaits par la « *position de la France* ». C’est à peine s’il concédera à David Pujadas qu’il a entendu sa question dans une formule involontairement savoureuse: « *Alors David Pujadas a raison, on peut pas tout focaliser sur les bonus, mais c’est quand même la partie visible de l’iceberg, y a d’autres choses, les règles comptables, je veux pas rentrer dans les détails...* » Des « *détails* » constituant la majeure partie de « *l’iceberg* », et qui resteront donc immergés.

Scène 2: Nicolas Sarkozy taxe le carbone

— Nicolas Sarkozy: « *Quelle est la situation? [...] Le monde va à sa perte si on continue à émettre du carbone, qui crée un trou dans la couche d’ozone et qui brise les équilibres de la planète. Ça c’est un constat.* »

Un « *constat* » qui a fait rire beaucoup de monde, notamment parmi ceux qui ne confondent pas le carbone et les gaz CFC (responsables du trou dans la couche d’ozone), mais pas les deux interlocuteurs, qui restent de marbre. Et qui le resteront face aux deux sorties suivantes. Sarkozy évoque la taxe carbone, et explique qu’il s’agit de taxer les entreprises qui polluent. « *Et les particuliers?!* » s’exclament en chœur les deux journalistes vedettes, qui ont travaillé leurs dossiers. « *Et les particuliers aussi, pour faire changer les comportements* », poursuit en substance Sarkozy: c’est, ajoute-t-il, le même principe que le bonus-malus sur les voitures.

— Laurence Ferrari: « *On aurait pu le faire sur les produits de grande consommation.* »

— Nicolas Sarkozy: « *C’est exactement ce qu’on a fait. J’ai pris un engagement devant les Français, et je le dis à nos compatriotes: tout l’argent, au centime d’euro près, prélevé par la taxe carbone vous sera rendu.* »

Annonce stupéfiante — sans compter le bonus-malus « *sur les produits de grande consommation* », dont on apprend au passage l’existence —, qui n’est pas sans poser problème. Pourquoi « *changer de comportement* », par exemple, si « *tout l’argent nous sera rendu* »? Des questions qui n’ont pas l’air d’effleurer les deux intervieweurs, qui écoutent religieusement le Président expliquer comment cette nouvelle taxe nous sera versée.

Dernier exploit, relevé par un communiqué du SNJ-CGT fustigeant l’apathie des « *porteurs de micros* » et l’ensemble de la « *mascarade* »: « *Il a osé dire que la France était le premier pays européen à adopter une “taxe carbone”, alors que d’autres pays ont institué une telle taxe depuis plusieurs années.* » Naturellement, aucune réaction des « *porteurs de micros* », et on passe à la suite, servie sur un plateau par David Pujadas.

Scène 3: Nicolas Sarkozy guérit l’économie française

Troisième volet: la situation économique intérieure française. Le ton est donné d’emblée par Pujadas, et il est à la hauteur: « *Alors ça nous amène à l’économie française. Quel est votre diagnostic aujourd’hui sur l’économie française? Est-ce qu’on peut dire, est-ce que vous dites que le plus dur est derrière nous ou pas?* » Mais Pujadas a commis une erreur de conducteur et le Président n’a que faire de sa question, puisqu’il n’a pas fini son discours sur l’environnement. Il revient alors, de son propre chef, sur le sommet de Copenhague, parce que « *j’ai deux choses à dire* »: la taxe carbone européenne, et son souhait de créer l’Agence mondiale de l’environnement. Quelques minutes plus tard, Laurence Ferrari peut reprendre le cours de l’entretien, soutenue par Pujadas:

— Laurence Ferrari: « *Les Français sont très inquiets de la fin de la crise, est-ce qu’elle approche ou pas? Est-ce que vous la voyez arriver?* »

— David Pujadas: « *Est-ce que le plus dur est derrière nous?* »

Les prédictions de Nicolas Sarkozy n’auraient pas beaucoup d’intérêt si elles ne lui donnaient l’occasion d’une nouvelle sortie de route, superbement ignorée des deux présentateurs:

— Nicolas Sarkozy: « *Naturellement, pour les gens, quand on dit ça va mieux et qu’ils se retrouvent au chômage, faut comprendre! On a envie de casser son poste de télévision. [sourire] Parce qu’ils pensent qu’il y a un tel décalage entre ce qu’on dit, vous et moi, et la réalité... Donc on sera sorti de la crise quand le chômage recommencera à baisser. Ce que je peux dire, c’est que ça fait deux trimestres que la France a une croissance positive.* »

Encore perdu. Le « *décalage entre ce qu’on dit, vous et moi, et la réalité* » s’accuse aussitôt: comme on le lit sur le site de TF1, par exemple, un communiqué de l’AOF publié le 25 septembre indique que « *le PIB français a progressé de 0,3 % après quatre trimestres consécutifs de baisse, a annoncé l’Insee* ».

BOUQUET FINAL

Nullement freiné, Sarkozy enchaîne alors les tonneaux (« *Le plan de relance français a été unanimement vu comme l’un des meilleurs au monde. L’un des plus efficaces* »), jusqu’au dérapage final, relevé en quasi-direct par l’avocat de Dominique de

Villepin — mais pas par les deux porte-micro: « Deux juges indépendants ont estimé que les coupables devaient être jugés devant le tribunal correctionnel... ». David Pujadas tente alors une relance, non dénuée de pertinence. Renvoyé dans ses cordes par une réponse hors de propos, il insiste timidement, et cède aussitôt devant l'énergique répétition de la « réponse » qui élude la question. Retenons cette séquence révélatrice:

— David Pujadas: « Est-ce qu'au-delà du fond du dossier, est-ce que ce n'est pas compliqué d'être partie civile dans un procès, alors qu'on sait que le président de la République, chef de l'exécutif, a la tutelle sur les procureurs? »

— Nicolas Sarkozy: « Enfin le président de la République n'a pas la tutelle sur les juges qui jugent, hein, jamais! »

— David Pujadas: « Sur le parquet... »

— Nicolas Sarkozy (agitant la main): « Jamais! Jamais! J'ajoute que quand j'ai déposé plainte et qu'on a voulu me mettre dans le scandale, j'étais pas

président de la République. [...] J'ai certainement beaucoup de défauts, mais je ne suis pas un homme qui ment, je ne suis pas un homme qui renonce, et je ne suis pas un homme qui plaisante avec les principes d'honneur, et de probité. »

Forte déclaration, immédiatement mise en application:

— David Pujadas: « Deux ou trois sujets d'actualité pour terminer. [Les tests ADN:] qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis? »

— Nicolas Sarkozy: « Je n'ai jamais cru à l'immigration zéro. »

Jamais, si l'on ne tient pas compte de ses déclarations en sens contraire, par exemple en 1991: « Il faut déclarer comme objectif le quota zéro de l'immigration et cela, sans que nous ayons de leçon de racisme à recevoir de personne. » Mais ce mensonge, qui contraste singulièrement avec l'autoportrait qui précède, ne suscite chez Pujadas que cette question — fondamentale:

« Certains se demandent si c'est votre épouse qui vous a fait changer d'avis... »

ÉPILOGUE

Une dernière question s'imposait cependant, en ce 23 septembre 2009. Et c'est David Pujadas qui la posa: « L'entretien touche à sa fin. Une toute dernière question M. le Président. Est-ce qu'il vous arrive le matin à New York ou à Paris en vous rasant de penser à 2012 et à une nouvelle candidature? » Sarkozy répond non, et Laurence Ferrari insiste, dans une relance où l'on sent pointer l'inquiétude: « Mais vous laisseriez tout cela en plan, pendant que les chantiers sont en cours? » Et le président est contraint d'insister à son tour: Non, il n'y pense pas, vraiment. Et « j'ai toujours été sincère dans ma vie politique », ajoute-t-il pour conclure, symbolique cerise sur le gâteau. On a beau en connaître à l'avance la recette, il est toujours aussi difficile à avaler.

P. POUTOU : « NOUS SOMMES DÉPENDANTS DU BON VOULOIR DES RÉDACTIONS »

Passer dans les médias quand on conteste leur domination ne va pas sans quelques conflits, et les contestataires se trouvent rapidement confrontés aux problèmes, voire aux contradictions, que soulève leur médiatisation... ou leur non-médiatisation. Pour aborder ces questions — et d'autres —, nous avons interviewé Philippe Poutou, candidat à l'élection présidentielle du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) en 2012 et en 2017. Nous essaierons de reproduire l'exercice avec d'autres personnalités politiques dans les mois à venir.

Lors de l'émission de BFM-TV du 1^{er} mai 2016, la chaîne a choisi Olivier Besancenot pour venir commenter les mobilisations sociales du jour. Pourquoi lui et pas vous?

La plupart du temps c'est Olivier [Besancenot] qui est invité, que ce soit sur BFM-TV, I-télé ou sur les radios. Depuis

quelques semaines nous proposons à nouveau que ce soit moi qui participe aux émissions, en tant que candidat à la prochaine présidentielle mais aussi en tant que porte-parole du parti, histoire de montrer un autre visage du NPA. Parfois, les télévisions acceptent, mais c'est rare. On nous répond souvent: « C'est promis, on invitera Poutou la prochaine fois! » et puis la fois suivante, c'est encore Olivier. Tous agissent de la même manière.

Pour l'émission du dimanche 1^{er} mai sur BFM-TV, nous avons insisté pour que j'y aille, mais le ton de BFM-TV s'est durci. En substance, ils nous ont avertis par une phrase du genre: « *Si Besancenot ne vient pas, nous n'inviterons plus le NPA, nous n'inviterons plus Poutou* ». Ils nous ont expliqué qu'ils avaient déjà fait la bande annonce, que tout était prêt pour Besancenot, que ce n'était pas possible de faire autrement et de décommander Besancenot. Un mélange de menace, de chantage et de « *comprenez-nous* ». Finalement, nous avons accepté, Olivier y est allé. Une émission qui a été lourde, sur les débordements dans les manifs, les journalistes ont carrément harcelé Olivier pour qu'il dénonce les violences des « casseurs ».

Quelques jours plus tard, BFM-TV vous a finalement invité. Comment s'est passé l'entretien?

Effectivement, j'ai été invité la semaine qui a suivi, un soir de mobilisation, pour être interrogé sur le mouvement social mais surtout – et encore! – sur les violences (des vitrines cassées à Nantes, des permanences du PS taguées...). L'interview d'Olivier Truchot a été sans finesse, me coupant la parole, me sommant de dénoncer les violences... Comme d'habitude.

De quelle façon les journalistes se sont comportés avec vous en off?

Plus cocasses encore furent les réflexions méprisantes de Truchot et d'un autre journaliste de BFM-TV à mon égard. En off, j'ai eu droit à des remarques du style « *Poutou, celui qui se plaint de ne pas être invité* » ou « *vous voyez bien qu'on vous invite* ». Ironiques, désagréables. Mais encore une fois, comme d'habitude...

De manière générale, pensez-vous rentrer dans le cadre des entretiens télévisés? Autrement dit: selon vous, êtes-vous « un bon client » pour les journalistes?

Une chose est sûre, avec Olivier, les médias ont un « bon client ». Du point de vue de l'audience, il est populaire, il est efficace. Et puis ils y sont habitués. Étant donné tout ça, les journalistes de ces chaînes ne voient pas pourquoi ils changeraient, même pour quelques plateaux. Ils ne se posent pas trop de questions, dès qu'il faut un « contestataire », c'est Olivier. Certes, ils ne pensent pas à moi, je ne les intéresse pas, mais c'est infiniment plus compliqué pour d'autres militants du NPA comme Christine Poupin qui est notre porte-parole. Moi encore, ayant été candidat à la présidentielle, je suis un peu connu. Mais quand on propose Christine, ils s'en moquent complètement, ils ne se sentent aucune obligation puisque ce sont eux qui choisissent et qui décident.

La question du rapport aux médias est problématique pour les partis de la gauche de gauche. Doit-on y aller? À quelles conditions?

Nous sommes dans une position de « demandeurs » parce que nous souhaitons évidemment faire entendre nos idées: les plateaux télévisés sont des tribunes. Depuis 2002, nous avons Olivier qui passe bien, qui va régulièrement dans les médias, nous nous y sommes habitués et les médias également. Il



est devenu le porte-parole du parti et le visage du parti. C'était une bonne chose, nous en étions tous satisfaits... Mais quelque part nous nous sommes également piégés dans cette relation ambiguë avec les médias.

Depuis que nous essayons de faire passer d'autres camarades, d'autres visages, nous voyons bien que nous ne maîtrisons rien, que nous sommes dépendants du bon vouloir des rédactions. Avec Olivier, les médias ont une « personnalité » qui parle bien, qui fait le buzz, qui est apprécié, qui a les qualités requises pour passer à la télé. Cela nous allait bien tant qu'on ne se posait pas plus de questions, quand Olivier passait, « on » passait à la télé. À partir du moment où l'on souhaite montrer un autre visage du parti, un visage plus collectif, que l'on veut diversifier nos porte-parole, on se rend compte des difficultés.

Pourquoi les journalistes semblent vous « oublier »?

C'est difficile de dire ce qui se joue vraiment dans la tête des journalistes. Est-ce seulement une question d'audience? Est-ce aussi une question de mépris social? Pourquoi Olivier est-il traité aussi différemment de moi? Est-ce seulement une question de bien parler, d'efficacité, une question de l'image qu'on donne, de dirigeant, d'homme politique? Olivier est dans la case de représentant politique mais moi dans quelle case me mettent-ils? Ont-ils décidé que je ne pouvais pas être un représentant digne, que je n'en ai pas les compétences, que je suis trop amateur, que je ne parle pas assez bien?

Le 23 juin, sur I-télé, il faut entendre ce qu'a pu dire Bruce Toussaint à Olivier disant qu'il voterait Poutou en 2017 notamment parce que je ne suis pas un politicien professionnel: « *Sans vouloir être désagréable, ça se voit* », a-t-il rétorqué. Ou encore Laurent Ruquier sur France 2, le 25 juin, toujours pour répondre à Olivier qui disait encore qu'il voterait Poutou en 2017: « *Vous nous ressortez encore celui-là?* » Il y a une chose qu'ils n'admettent pas, ils ont tous comme un regret: que ce ne soit pas Olivier Besancenot le candidat du NPA. Qu'est-ce que cela signifie vraiment?

En définitive, quelles que soient leurs motivations, d'un point de vue personnel, cela ne me dérange pas de ne pas être invité, je revendique le droit à la différence. Mais du point de vue collectif, celui du parti, c'est un problème auquel nous sommes confrontés et que nous tentons de résoudre...

[1] Émission évoquée dans le dossier du précédent *Médiacritique(s)* et mise en image par Colloghan à la p. 35 de ce numéro.

BERNARD TAPIE, OU L'INTERVIEW-SPECTACLE

À l'été 2013, Bernard Tapie est de nouveau en haut de l'affiche du grand cirque médiatique, pour présenter au public un grand et spectaculaire numéro d'autodéfense propre à séduire les amateurs... de spectacle. Or il s'en trouve, parmi nos très grands journalistes, manifestement plus préoccupés de mise en scène que d'information. Retour sur quelques représentations mémorables du Tapie Tour 2013.

SERGE JULY, AMATEUR DE FEUILLETONS

L'un des premiers à avoir flairé le « bon coup » n'est autre qu'un vieux routier de l'éditocratie, Serge July qui, dans son édito du 30 juin sur RTL, a humé l'humeur médiatique du moment et perçu avant ses augustes confrères toute l'importance et l'intérêt qu'il convenait d'attribuer, non pas aux méandres politico-financiers de cette bien austère et scandaleuse histoire d'arbitrage, mais... à l'épopée et à la personne de Bernard Tapie !

— Serge July: « *Écoutez, Tapie c'est un incroyable feuilleton qui dure depuis plus de 30 ans et qui tient ce personnage dix fois triomphant, tombé dix fois, qui se relève, qui ose tout, qui rechute, va en prison, accomplit sa peine et revient comme un vengeur. L'homme est un méga bonimenteur... Ce qui manque à Tapie, c'est Balzac et Zola pour le raconter, avis aux amateurs, si vous cherchez à écrire une série télé, je vous conseille les aventures de Bernard Tapie, voilà une série certaine de faire un malheur. Bernard Tapie dans ce cas devra rembourser, mais ce provocateur est prévoyant puisque toutes ses invraisemblables propriétés, à une exception près, sont toutes domiciliées dans des paradis fiscaux. Si l'État veut se rembourser, Tapie jouera la combine à Nanard, quasi insolvable, quel animal et quel feuilleton!* »

— Présentateur: « *Je vous trouve un poil admiratif au fond de vous-même Serge July...* »

— Serge July: « *Mais, je trouve que c'est un très beau feuilleton, j'ai envie de le voir à la télé très vite...* »



Dès le lendemain, l'envie de Serge July fut satisfaite, au-delà de toute espérance...

DAVID PUJADAS, JUGE D'INSTRUCTION

Le 1^{er} juillet, en effet, David Pujadas réalisait un « coup » en recevant, en exclusivité dans le 20h de France 2, Bernard Tapie, qui venait alors, à l'issue de quatre jours de garde à vue, d'être mis en examen pour « escroquerie en bande organisée » dans l'affaire de l'arbitrage Adidas-Crédit lyonnais.

Le juge d'instruction étant tenu au silence, qui, mieux que David Pujadas, pouvait donc le remplacer? Pour remplir cet office improvisé, Pujadas offrit donc à l'homme d'affaires 27 minutes, soit plus de la moitié d'un JT « ordinaire », rallongé de 10 minutes pour l'occasion. Le « reste » de l'actualité fut donc traité en moins de 25 minutes... Mais il faut croire qu'un tel scoop valait bien qu'un journal du service public expédie en

quelques minutes les dernières révélations établissant que l'ambassade de France à Washington était écoutée, ou l'ultimatum lancé par l'armée égyptienne au président Mohamed Morsi.

L'entretien débuta sans qu'aucun historique des faits ne soit fourni aux téléspectateurs, historique pourtant indispensable pour comprendre une affaire dont l'origine (le mandat donné par Tapie au Crédit lyonnais pour la revente d'Adidas) remonte aux années 1990. Par ailleurs, David Pujadas n'est pas spécialement connu pour ses compétences en droit des affaires, il ne s'appuyait sur aucune enquête de la rédaction de France 2, et ses questions ne reposaient que sur des éléments déjà publiés par d'autres médias. Bernard Tapie avait alors beau jeu de réfuter les éléments à charge que son intervieweur tirait de ces révélations médiatiques, en s'autorisant du dossier que lui seul sur le plateau avait consulté — et pour cause... —, et auquel, en tout cas, Pujadas ne pouvait avoir accès.

BERNARD TAPIE, PRINCE DU FOLKLORE

Comme on pouvait s'y attendre, l'interview se transforma rapidement en un one-man-show et permit à l'homme d'affaires d'écrire lui-même un épisode de plus de la « saga » qui réjouit tant Serge July. Le présentateur du 20h espérait sans doute briller en montrant qu'il pouvait se mesurer, tenir tête, voire même, par la magie de son seul verbe, obtenir les aveux contrits d'un orateur rompu à la joute télévisuelle... il n'y parvint évidemment pas et la valeur informative de cette interview fut nulle. Finalement, Tapie parvint globalement à mener l'entretien à sa guise afin d'imposer sa version de l'affaire, pendant que Pujadas tentait d'imposer son propre *tempo* et d'obtenir des réponses aux questions qu'il posait — et que se posent aussi les policiers et les juges. Il a suffi que Bernard Tapie esquivé et tonne, et que les deux hommes s'interrompent mutuellement pour laisser, à l'issue de 27 minutes aussi longues que pénibles, une impression de grande confusion.

Mais peu importe qu'au cours de cette interview rien n'ait été dit de nouveau et d'un tant soit peu établi sur ce possible scandale républicain. La truculence de Tapie racontant les aventures de Tapie, la gouaille de Tapie associant Pujadas à « la France des aigris » lorsque ce dernier envisage l'annulation de l'arbitrage et la restitution des 400 millions d'euros, ou encore la verve du vocabulaire de Tapie lançant par trois fois à Pujadas qui lui demande s'il pense être victime d'acharnement, « *est-ce que vous vous foutez de ma gueule?* », le tout avec le frisson du direct, valent bien toutes les informations et les enquêtes du monde.

Que fallait-il espérer d'autre d'un « débat » pensé pour tourner à la confrontation entre un journaliste qui se prend pour un justicier et un mis en examen cherchant à mettre « l'opinion » de son côté? De l'audimat bien sûr! Lequel fut au rendez-vous puisque ce 20h aura réalisé un score en hausse de 2,5 % par rapport aux éditions précédentes. Le pire étant que Pujadas n'est même pas dupe du rôle qu'il permet à Tapie de jouer devant des millions de téléspectateurs... Débriefé dès le lendemain dans « Le Grand direct des médias » sur Europe 1, Pujadas joue les modestes, et, généreusement, donne les clés de ce coup d'éclat professionnel — ou de ce que lui-même et nombre de médias semblent considérer comme tel: « *Il y a beaucoup de mise en scène, de folklore dans tout ça. La prise à partie du journaliste est désormais une figure classique [...] Ça fait presque partie du genre. C'est un piège [...] Il faut rester sur son credo, rester sur les faits, rester sur les interrogations [...] À certains moments j'avais plus envie de sourire que de partir en courant.* » Mais si Pujadas avait envie de sourire, la façon dont il exerce son métier donne plutôt envie de grimacer...

LE POINT ET BFM-TV AU SPECTACLE, JEAN-JACQUES BOURDIN À LA CORRIDA

Dès le lendemain, l'entretien a un grand retentissement auprès de certains journalistes qui se délectent de l'aplomb, des emportements et des rododromes du nouveau proprié-



taire de *La Provence*. Bernard Tapie se voit alors dérouler le tapis rouge par une cohorte de grands intervieweurs autoproclamés, sans doute alléchés par la perspective d'un pic d'audience. Il pourra ainsi déployer sa stratégie de communication, son point de vue et sa défense — et par la même occasion faire la promotion du livre qu'il vient de publier pour plaider sa cause — sur toutes les antennes de France, sans qu'aucune de ces interviews n'éclaire en quoi que ce soit le fond d'une affaire d'une grande complexité, bien au contraire...

Revenant dès le lendemain sur l'événement politico-médiatique du moment dans sa chronique politique matinale sur BFM-TV, Anna Cabana, « grand reporter » au *Point*, ne sourit pas, elle se pâme devant un « *grand moment de télévision* », sans autre préoccupation que la qualité du spectacle. Certes, elle concède qu'à « *la fin, on n'en savait pas plus — presque moins, même... — sur la vérité de cette affaire* », mais peu lui chaut, puisque « *c'était physique, c'était viril* » et qu'elle pense savoir (au moins) « *une chose: Tapie est un des plus grands communicants de notre époque!* » Anna Cabana, elle, est une grande analyste politique. La preuve avec cette critique dithyrambique du spectacle dont elle s'est délectée: « *Pujadas ne s'est pas laissé faire, pas une seconde, c'est pour ça que c'était un formidable spectacle. Parce que le journaliste avait du répondant. Et il fallait être sacrément chevronné pour résister aux assauts de cette bête de scène qu'est Tapie. Le clou du spectacle, c'est quand Pujadas lui demande pourquoi il se sent persécuté. [...] Une réplique de théâtre. On était au spectacle. Un spectacle électrique.* » Et une analyse foudroyante!

Si Anna Cabana ne joue pas encore dans la même cour que David Pujadas, Jean-Jacques Bourdin, l'animateur vedette de RMC, évolue pour sa part dans les mêmes hautes sphères médiatiques. Et il pouvait à bon droit se sentir jaloux du succès de son confrère de France 2 et vexé d'avoir raté cette exclusivité. Chevaleresque, il commence par lui lancer... un défi sur Twitter: « *Monsieur Tapie, ayez le courage de venir sur BFM-TV et RMC info. Pourquoi dites-vous non?* »! N'obtenant pas de réponse, il interprète en toute modestie le silence de Tapie dans un entretien au *Figaro*: « *Ses raisons, je ne les connais pas et, comme il ne me répond pas, je ne peux pas les connaître. Je sais simplement qu'il a confié à un proche que l'on ne pouvait pas "mettre deux taureaux dans la même arène". Moi, je ne me considère pas comme un taureau. Ni*

d'ailleurs comme un matador. Il n'y a pas de mise à mort. » Pas de mise à mort sans doute, mais Bourdin semble tout de même considérer son émission comme une corrida : « *Je lui propose un chiffon rouge dans l'arène pour qu'il me rejoigne à 8h35 durant vingt-cinq minutes quand il veut.* » C'est donc toujours bien de spectacle dont il est question...

ELKABBACH ET TF1 RAFLENT LA MISE

Le 10 juillet, alors que la justice vient de décider de mettre sous séquestre une grande partie de ses biens, Tapie reprend sa tournée de médias qui n'ont jamais cessé de le courtiser en espérant un « clash », et le « buzz » qui va avec. Jean-Pierre Elkabbach et Gilles Bouleau seront les heureux élus. Pour l'anecdote, Elkabbach ne se départira pas de sa complaisance proverbiale envers les puissants pour s'attacher avec son compère à déterminer si l'affaire cache, ou non, un « complot » — manière d'alimenter leurs fantasmes de journalistes politiques avec une question à laquelle seule la justice pourra répondre, et à laquelle leur interlocuteur avait déjà répondu. Gilles Bouleau, de son côté, récoltera des lauriers de quelques-uns de ses confrères pour avoir réussi, alors que Tapie maugréait contre la procédure de saisie conservatoire et affirmait qu'elle n'existait qu'en France, à lui faire admettre que les États-Unis aussi la pratiquaient — quel exploit journalistique et quelle victoire pour la vérité !

Pourtant, des commentateurs trouveront que par rapport à sa performance du 1^{er} juillet, Tapie avait perdu de sa superbe lors de ces deux prestations, et que son numéro s'usait déjà. Le cauchemar de tout promoteur de spectacle en quelque sorte... Heureusement, Laurent, le fils Tapie, au prétexte qu'il a créé un site internet pour défendre son père, est déjà est là pour prendre le relais et étancher la curiosité médiatique pour la famille — avec une mention spéciale pour *Paris Match* du 4 juillet, avec madame Tapie en couverture, qui « *passé à l'attaque* » depuis son hôtel particulier, flanquée de ses deux chiens... Et le show désormais familial peut continuer... L'information, dans les médias à grand spectacle, attendra.

L'histoire du journaliste qui faisait le « buzz » malgré lui

Le 5 novembre 2015, Jean-Jacques Bourdin a « piégé » la ministre du Travail, Myriam El Khomri, au sujet du nombre de CDD qu'un salarié peut légalement enchaîner, cherchant manifestement à montrer qu'elle ne connaissait pas précisément les règles du Code du travail. L'insistance du journaliste à vouloir absolument mettre en défaut la ministre s'explique-t-elle par le fait que le « bon » Jean-Jacques Bourdin est un amoureux des petits patrons, et donc probablement un partisan de « la réforme » d'un Code du travail dont on nous répète à l'envi qu'il est trop épais et trop complexe ? Peut-être.

Mais l'essentiel n'est pas là. Car en renouant avec la « question piège », qui ne peut manquer d'être génératrice de « buzz » lorsque des responsables politiques de premier plan sont confondus, Jean-Jacques Bourdin s'est surtout mis en contradiction avec les vues et les déclarations de... Bourdin Jean-Jacques. En effet, dans son livre *L'Homme libre* (Le Cherche-midi, 2014), l'intervieweur expliquait qu'il avait renoncé à ce type de question : « *À l'été 2011, je reste à 100 % au micro ou devant les caméras de mes stations de cœur, RMC et BFM-TV. Je prends alors une décision importante, une décision risquée, mais conforme à ma réflexion éthique : stopper la question "politiquement concrète". Tant pis pour le buzz* » (p. 27).

Un « risque » guidé par « l'éthique » de celui qui reconnaît pourtant dans son livre les vertus, en termes d'audimat, de ces fameuses questions : « *Une question si directe et si inattendue a de quoi déstabiliser l'invité. C'est mon but. Elle est d'autant plus repérée, puis "guettée" par le téléspectateur, que je la fais précéder d'un jingle [...]. De surcroît, cette question politiquement concrète fait grimper l'audience. De 150 000 téléspectateurs par quart d'heure, l'audimat télé double en quelques mois seulement* » (p. 19).

Mais promis, c'est fini. Et les raisons de cet arrêt sont explicites : « *Fatalement, ces questions ont grandement contribué au "buzz" de mon émission. Pas un auditeur croisé au hasard des rues qui ne m'interpellait alors à leur propos : "Et demain, vous avez qui ? Vous lui poserez quelle colle ?" Le "gimmick" contribuait au succès de l'émission, tout en pesant sur le contenu de l'interview, la forme l'emportant finalement sur le fond. Le piège s'amplifia à mes yeux quand, moi-même invité de plusieurs émissions de télévision à grande audience, je fus soumis au jeu des commentaires sur un défilé d'images montrant, entre deux rires de plateau, des personnalités en mauvaise posture. Je commençais à être considéré comme un "sniper à la question qui tue", et cela me dérangeait. Les grandes et vraies questions qui inquiètent l'opinion ne peuvent ni ne doivent céder à l'écume de l'anecdote. Oui à l'interview vérité, non au jeu de l'interview qui finit, malgré moi (mais tant pis pour moi, c'est le revers de la médaille), par alimenter le buzz médiatique.* »

Nous n'en dirons pas plus, et chacun pourra apprécier si le piège tendu à Myriam El Khomri est l'œuvre du Docteur Bourdin, qui ne s'intéresse qu'aux « *grandes et vraies questions qui inquiètent l'opinion* », ou de Mister Jean-Jacques, cédant « *à l'écume de l'anecdote* » pour « *alimenter le buzz médiatique* ».

LE MEILLEUR DU PIRE DU « BREXIT »

Le 23 juin 2016, une majorité des électeurs britanniques (51,9 % des suffrages exprimés) se prononçait en faveur de la sortie de l'Union européenne. Ce résultat, largement traité dans les grands médias français, a donné lieu à un déferlement de commentaires méprisants, pour ne pas dire injurieux à l'égard des électeurs britanniques, notamment de la part d'éditeurs mécontents du résultat du scrutin.

Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le « Brexit », ses causes et ses conséquences, ainsi que sur la campagne référendaire, force est en effet de constater qu'une fois de plus¹, les donneurs de leçons eurobéats se sont déchaînés contre une population ou certains secteurs d'une population – qui a eu l'outrecuidance de « mal voter ». Nous proposons ici une revue – non exhaustive – du « meilleur du pire » de la couverture médiatique du Brexit.

JEAN QUATREMER, ÉVIDEMMENT

À tout seigneur tout honneur, c'est avec Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles dont nous avons eu à de multiples reprises l'occasion de saluer les exploits, que nous ouvrirons le bal. Le mercredi 22 juin, veille du référendum, il était l'un des invités de l'émission « Europe Hebdo », sur LCP², et nous a offert ses lumineuses lumières. Alors que le scrutin n'a pas encore eu lieu, Jean Quatremer, questionné sur les modalités d'un éventuel Brexit, explique qu'il y aura deux types de négociations: sur la sortie de la Grande-Bretagne, et sur les nouveaux accords qui lieront Grande-Bretagne et Union européenne. La suite est... savoureuse:

« Il y a ceux qui veulent, les pays de l'Est, d'Europe de l'Est, les Pays-Bas, qui aimeraient bien mener les deux négociations de front afin de rendre moins douloureuse la sortie britannique. **Mais le problème, c'est que si on rend la sortie britannique pas douloureuse, ça va donner des arguments à Marine Le Pen, à l'extrême-droite européenne, et ça risque d'avoir un effet de contagion, donc l'idée c'est plutôt de rendre cette sortie la plus brutale et la plus douloureuse possible [...]. Pour éviter l'effet de contagion, il faut que le départ soit douloureux. C'est aussi simple que ça. »**



Des propos qui ont valu à Jean Quatremer d'être cité sur le compte Twitter de LCP. En d'autres termes, si les Britanniques votent « leave », il faudra leur en faire payer le prix, et de préférence le prix fort. En cherchant bien, on pourrait imaginer que Jean Quatremer se fait maladroitement, au cours de cette tirade, le porte-parole de la position « dure » sans nécessairement la reprendre à son compte. Mais ce serait mal connaître le journaliste de *Libération* qui sortira du bois (où il était fort mal caché), après le vote, lors d'une table ronde organisée à Sciences-po Paris³, au cours de laquelle il joue le « modérateur »... sans aucune modération. Extrait:

« Pour la première fois, et je trouve ça fascinant ce qui va se passer, c'est que là, on va mettre en œuvre et on va voir grandeur nature ce qui se passe quand un pays, qui en plus n'est pas totalement intégré à l'Union européenne, quitte

l'Union européenne. Et c'est ça qui est intéressant. Et ça panique l'extrême droite, ça panique complètement l'extrême droite, parce qu'ils se disent... ils ont compris que ça va mal se passer. Ce que tu disais tout à l'heure, à propos de Boris Johnson, même de Nigel Farage, qui dit "finalement, il n'y a pas urgence", c'est que **les mecs se rendent compte qu'ils se sont fait sauter eux-mêmes!** Et là, c'est génial, on ne doit pas être gentils avec les Britanniques! Quand je dis: "Il faut être méchant avec

les Britanniques”, moi je fais partie des gens qui poussent à fond pour que ce soit dur, c’est parce qu’il faut qu’on voie ce que c’est ! Voilà. Moi, ils ont voulu sortir, et on va respecter leur vote, mais jusqu’au bout ! Ils vont le bouffer jusqu’au bout ! Et c’est ça qu’on doit faire.

« Ils vont le bouffer jusqu’au bout. » Une formule qui ne manque pas d’élégance, et qui traduit malheureusement plus que l’état d’esprit du seul Jean Quatremer à l’égard de ces Britanniques qui n’ont rien compris et qui doivent payer.

LES BRITANNIQUES, CES « CRÉTINS »

Dans les heures et les jours après le scrutin, on a ainsi vu se multiplier les reportages et les articles filant la métaphore de la « gueule de bois ». C’est logiquement le titre de la revue de presse de RFI en date du 29 juin :

REVUE DE PRESSE FRANÇAISE

A la Une : après le Brexit, la gueule de bois

Par Frédéric Couteau

Diffusion : mercredi 29 juin 2016

Si l’on comprend bien la métaphore, ces Britanniques irresponsables ont donc voté alors qu’ils n’étaient pas en pleine possession de leurs moyens, réalisant, le lendemain du vote, le geste déraisonnable, voire irrationnel qu’ils ont commis la veille. Confirmation dans *Sud-Ouest* le 26 juin : « Comme au lendemain d’une soirée bien arrosée. On a refait le monde, rêvé d’un avenir radieux. Et puis, au matin, on se réveille sous les coups de boutoir de la gueule de bois du siècle. C’est un peu ce que vit le Royaume-Uni depuis le vote historique de jeudi qui a sanctionné la sortie du pays de l’Union européenne. » Mais ce n’est qu’une image...

À l’appui de cette « thèse », de nombreux articles ont été consacrés à des électeurs britanniques « regrettant déjà leur vote » (pour le Brexit évidemment) :

« Brexit regret » : des Britanniques déchantent et regrettent déjà d’avoir voté « Leave »

LE MONDE | 25.06.2016 à 13h11 - Mis à jour le 25.06.2016 à 19h11

Certains Britanniques ont voté «Leave» et le regrettent déjà

Repéré par Vincent Manilève | Monde | 24.06.2016 - 15 h 29, mis à jour le 27.06.2016 à 16 h 01

Aucune idée, bien évidemment, de la représentativité de ces quelques témoins, dont on reconnaît parfois, au passage, qu’ils ne sont pas nombreux. Ainsi sur le site d’Europe 1 : « À en croire **plusieurs témoignages** dans les médias et sur les réseaux sociaux, **plusieurs Britanniques** regrettent déjà d’avoir voté en faveur d’une sortie de l’Union européenne. » « Plusieurs » ? Diantre ! Mais l’accumulation de titres au sujet de ces électeurs est venue, consciemment ou non, à l’appui de la « thèse » de la « gueule de bois⁴ », certains ne se privant pas de généralisations abusives et... méprisantes. *No comment...*

jean-michel aphantie @jmaphatie

Un peu crétins quand même ces Britanniques... #Brexit



Brexit : les «Bregretters», ces Britanniques qui regrettent déjà leur vote

LE « VIEUX » BRITANNIQUE : VOILÀ L’ENNEMI !

Il serait toutefois malhonnête d’affirmer que l’ensemble des Britanniques ont été désignés à la vindicte eurobéate. Une catégorie a été particulièrement ciblée : les électeurs les plus âgés. Il semble en effet ressortir de diverses enquêtes d’opinion réalisées en Grande-Bretagne que la société britannique serait fracturée entre les « vieux », majoritairement pour le « leave », et les « jeunes », majoritairement pour le « remain ».

Mais du simple « constat » sociologique, on a rapidement dérapé vers la stigmatisation des électeurs britanniques les plus âgés, jugés coupables de tous les maux et accusés d’égoïsme vis-à-vis des « jeunes ». Avec les fulgurances de certains journalistes et

éditocrates, au premier rang desquels l’inévitable Jean-Michel Aphantie :

jean-michel aphantie @jmaphatie

Les vieux ont voté pour le #Brexit et les mensonges de @Nigel_Farage

Même chose pour Jean Quatremer, s’adressant aux électeurs « anglais et gallois » (les Nord-Irlandais et les Écossais, ayant de son point de vue « bien » voté) : « Vous avez pris le risque de diviser pour longtemps votre société entre, d’une part, jeunes, diplômés et urbains, massivement “remain”, et, d’autre part, vieux, peu diplômés et ruraux, massivement “leave”, une fracture sociale pour longtemps béante. » Sur la même ligne, Hélène Bekmezian, du *Monde*, se fend d’une plaisanterie au goût... douteux :

Helene Bekmezian @Bekouz

Le droit de vote, c’est comme le permis : franchement, au bout d’un certain âge, on devrait leur retirer #Brexit

Rendons grâce à ces esprits chagrins : en Suisse aussi, les « vieux » ont été célébrés, comme dans le quotidien *Le Temps* (26 juin) :

Le Brexit et la «dictature des vieux»

L’analyse des résultats du Brexit confirme une fracture entre les générations : les baby-boomers ont mis ko les aspirations des jeunes générations.

Au-delà du caractère accusateur du discours, il existe un problème majeur, qui n’a pas semblé inquiéter nos journalistes et éditorialistes : les enquêtes d’opinion sur lesquelles s’appuie cette opposition entre « les jeunes » ayant voté « remain » et « les vieux » ayant voté « leave », indiquent que les plus jeunes se sont en réalité massivement abstenus. En d’autres termes, s’il est vrai que les plus jeunes ont moins voté pour le Brexit, c’est également, si l’on tient compte de l’abstention, chez les plus jeunes que l’on trouve le moins de votants pour le « remain ». Ces données sont-elles fiables ? Pas nécessairement. Mais dans la mesure où elles reposent sur les mêmes enquêtes d’opinion que

celles qui ont servi à développer le discours de la « fracture » générationnelle, on ne peut qu'être (naïvement?) surpris du fait que les eurobéats aient soigneusement sélectionné les données afin de n'utiliser que celles qui servaient leur discours...

INTERLUDE: BERNARD-HENRI LÉVY

C'est dans les pages du *Monde*, quotidien dont il est membre du Conseil de surveillance, que BHL s'est épanché le 25 juin. Extrait: « *Ce "Brexit", c'est la victoire, non du peuple, mais du populisme. Non de la démocratie, mais de la démagogie. C'est la victoire de la droite dure sur la droite modérée, et de la gauche radicale sur la gauche libérale. C'est la victoire, dans les deux camps, de la xénophobie, de la haine long-temps recuite de l'immigré et de l'obsession de l'ennemi intérieur. [...] C'est la victoire, autrement dit, du souverainisme le plus rance et du nationalisme le plus bête. C'est la victoire de l'Angleterre moisie sur l'Angleterre ouverte sur le monde et à l'écoute de son glorieux passé. C'est la défaite de l'autre devant la boursoufflure du moi, et du complexe devant la dictature du simple.* » BHL ne s'embarrasse pas de nuances, sans doute parce qu'il connaît à merveille la situation politique et sociale britannique, lui qui avait fait preuve d'une lucidité toute philosophique le jour du scrutin :



Brexit ou pas, BHL reste BHL.

L'UNION EUROPÉENNE OU LE « CHAOS »

Dans les jours qui ont suivi le scrutin, on a en outre vu se développer dans les médias dominants un discours particulièrement alarmiste, probablement destiné à convaincre les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs que sortir de l'Union européenne signifiait, sinon l'enfer, au moins le « chaos ». Ainsi, à la « une » du *Monde* (papier) le 28 juin :



Le Monde a également joint sa voix au chœur des eurobéats déterminés à rendre les Britanniques responsables de tous les (futurs) maux de l'Europe, entretenant un climat particulièrement anxiogène.

M Planète

PLANÈTE Le virus Ebola Énergies Biodiversité Ressources naturelles Population Agricolt

Le « Brexit » affaiblit davantage la politique climatique de l'Europe

LE MONDE | 28.06.2016 à 15h30 | Par Pierre Le Hir

ACTUALITÉ > INTERNATIONAL

Après le Brexit, le Parlement européen plongé dans l'incertitude

Par lefigaro.fr, AFP agence | Publié le 28/06/2016 à 13:07

LesEchos.fr

ACCUEIL MONDE EUROPE 02 MINUTES

Brexit : Draghi craint des effets massifs sur la zone euro

JEAN-PHILIPPE LACOUR | Le 28/06 à 11:49 | Mis à jour à 20:37

Et comme le ridicule ne tue pas :

Le tournage de "Game of Thrones" menacé par le Brexit

Avec le Brexit, la série tournée en partie en Irlande du Nord risque de perdre une partie des aides versées par l'Union européenne.

6 MÉDIAS
Modifié le 24/06/2016 à 20:03 - Publié le 24/06/2016 à 19:55 | Le Point.fr

Face à l'irresponsabilité des Britanniques, on a donc pu compter sur la responsabilité et la clairvoyance d'éditeurs et de journalistes qui, signalons-le au passage, n'étaient pourtant pas les derniers à nous « vendre », il y a peu de temps encore, le « modèle britannique ». Des esprits clairvoyants qui, à en croire Laurent Joffrin, lui aussi dépité du vote des Britanniques, étaient en bonne compagnie: « *Pour l'Union européenne, la défaite est cinglante. La Commission, la Banque centrale, les gouvernements, les partis de gouvernement, tout ce que le continent compte d'esprits raisonnables et ouverts ont eu beau multiplier les mises en garde, et parfois les menaces, rien n'y a fait.* » Aussi « raisonnables et ouverts » que tous les donneurs de leçons de l'éditorialité? Probablement.

[1] On pense ici notamment au référendum français sur le TCE en mai 2005 ou, plus récemment, au référendum grec de juillet 2015.

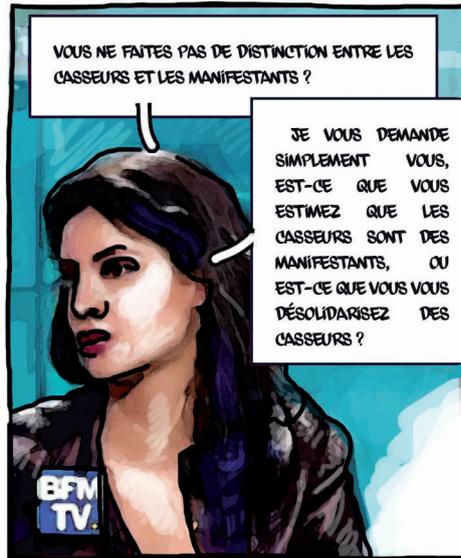
[2] Émission dont on peut au passage saluer le remarquable sens du pluralisme puisque les trois invités du jour étaient hostiles au Brexit...

[3] Une table ronde, là encore, d'un pluralisme décevant: Emmanuel Macron (ministre de l'Économie), Sylvie Goulard (députée européenne Modem) et Daniel Cohn-Bendit (Daniel Cohn-Bendit).

[4] On aurait également pu s'attarder sur la très large couverture de la pétition demandant l'organisation d'un nouveau scrutin, qui a contribué à renforcer l'image de Britanniques regrettant leur vote, alors que tout indique qu'elle a été signée par des électeurs ayant voté contre le Brexit... À noter également, la rumeur (infondée) selon laquelle les Britanniques auraient cherché à se renseigner sur l'UE... le lendemain du vote.

BESANCENOT EN GARDE À VUE SUR BFM TV

OLIVIER BESANCENOT EST VENU PARLER DES MOBILISATIONS CONTRE LA LOI TRAVAIL (ET DES RAISONS DE S'OPPOSER À CETTE LOI). L'ADJUDANT DE MALHERBE NE L'ENTEND PAS DE CETTE OREILLE. ELLE VEUT DES AVEUX SUR LES VIOLENCES DES MANIFESTANTS.



MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED

SOUHAÎTEZ-VOUS
VOUS EXPRIMER SUR
VOTRE BILAN ?

**Badinages médiatiques
FAIBLES AVEC LES PUISSANTS**